

550 من الأمل

L'attaque de l'ambassade d'Égypte à Ankara

Le Caire tient l'O.L.P. pour responsable

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Abonnement : 1,30 DA ; Maroc, 1,50 dir ; Tunisie, 1,20 m.t. ; Algérie, 1,20 DA ; Afrique, 12 sct. ; Belgique, 15 fr. ; Canada, 5 \$; Cote d'Ivoire, 100 F CFA ; Espagne, 40 pta. ; Grèce, 30 dr. ; Israël, 70 n.s. ; Italie, 500 L. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 1,20 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Suède, 100 F CFA ; Suisse, 3 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs ; U.R.S.S., 70 roubles ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 10
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 6 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Élections anticipées au Portugal

En annonçant, vendredi 13 juillet, la dissolution du Parlement élu en 1976, le président Eanes a pris le risque de faire entrer le Portugal dans une très longue période électorale, avec les municipales, prévues pour la fin de l'année, et l'élection présidentielle de juin 1981. Les adversaires du chef de l'État ne manquent pas de rappeler les propos qu'il tenait il y a quelques jours à peine, selon lesquels des élections anticipées seraient « coûteuses politiquement, socialement et économiquement ».

Le président Eanes s'est également indigné vendredi qu'il allait nommer un « gouvernement de gestion, neutre et indépendant », dont la tâche se limiterait, pendant les trois mois à venir, à la préparation des élections.

La décision présidentielle résout, certes, en apparence, la crise ouverte le 6 juin dernier par la démission du cabinet de M. Mário Pinto. Mais des développements imprévus ne sont pas à exclure. Selon la Constitution, en effet, le gouvernement intérimaire que le chef de l'État s'apprête à nommer doit présenter son programme devant l'actuel Parlement, qui ne sera officiellement dissous qu'après. La situation pourrait devenir très délicate si les députés refusaient le vote d'investiture. Le président Eanes s'est fait l'écho de ces inquiétudes en exprimant l'espoir que le gouvernement intérimaire, « qui ne représentera aucun parti », ne sera pas « l'occasion d'affrontements et de conflits » et qu'« aucun obstacle ne sera mis à l'approbation de son programme par l'Assemblée de la République ».

La décision de dissoudre le Parlement prise contre l'avis public exprimé par le parti socialiste, risque d'autre part de ranimer la querelle entre le chef de l'État et M. Mário Soares. Le principal perdant dans cette affaire est le P.S., qui soupçonne désormais le président Eanes de ne pas avoir cherché avec toute l'énergie et la conviction souhaitables à désigner un gouvernement durable tenant compte de la répartition des forces à l'Assemblée nationale.

M. Soares proposait un gouvernement soutenu par les socialistes et les trente-sept députés dissidents du parti social-démocrate. Ces derniers exigèrent comme condition de leur appui un engagement personnel du président de la République. « Ils se contenteraient en fait d'un sourire du président », avait affirmé M. Soares. Ce « sourire » n'est pas venu.

Le chef de l'État avait préféré le 6 juillet évoquer trois autres solutions : un gouvernement de coalition, un cabinet P.S.-P.S.D., et enfin un gouvernement issu de l'initiative exclusive des partis et « disposant à l'Assemblée d'un appui majoritaire exprimé ». Aucune de ces formules n'était viable. En raison de l'état des relations entre socialistes et sociaux-démocrates. M. Sa Carneiro, leader du P.S.D., n'avait pas signé la veille un accord de coopération avec les centristes et les monarchistes.

En fait, depuis la démission de M. Soares, l'an dernier, le Portugal n'a pas trouvé son équilibre institutionnel entre le régime d'Assemblée et le système présidentiel, qui a les faveurs du chef de l'État. La gauche, qui était majoritaire au Parlement, était cependant trop divisée pour gouverner. En revanche, toute solution excluant le P.S. ne pouvait qu'échouer dans l'état actuel de la représentation parlementaire. Le président Eanes a tiré la conclusion logique de ces contradictions en appelant les électeurs à trancher, en espérant que le résultat lui permettrait de décaler cette majorité de centre-droit à laquelle il aspire visiblement.

En Iran

L'IMAM KHOMEINY
LANÇE UN APPEL
À LA MODÉRATION
(LIRE PAGE 4.)

La France dans le Pacifique sud

En se rendant à Nouméa et à Papeete M. Giscard d'Estaing veut marquer une présence librement acceptée

M. Valéry Giscard d'Estaing effectuera un voyage officiel, du 17 au 21 juillet, dans les territoires français du Pacifique. Il quittera Paris dimanche 15 juillet, à 23 heures, et, après des escales à Abou-Dhabi (où il doit s'entretenir avec Cheikh Zayed, président des Émirats arabes unis) et à Singapour, il arrivera mardi en fin de matinée, en Nouvelle-Calédonie. La visite de ce territoire s'étendra sur une journée et demie.

Vendredi matin, le chef de l'État quittera Nouméa pour Wallis, où son séjour ne durera guère plus de trois heures ; il se rendra ensuite à Papeete et demeurera en Polynésie jusqu'à samedi après-midi. Il regagnera Paris dimanche 22 juillet vers 0 heure.

Dans une déclaration faite à la veille de ce voyage, le porte-parole de l'Élysée, M. Pierre Hunt, a rappelé le vote récent des Calédoniens qui « a confirmé leur volonté de conduire leurs progrès au sein de l'ensemble français », et souligné que la visite présidentielle « a pour objet de réaffirmer l'attachement de la métropole aux territoires du Pacifique, de renforcer les liens de solidarité qui résultent de leur histoire et de la volonté des populations ».

La référence à la « volonté des populations » résume l'attitude du gouvernement à l'égard des territoires d'outre-mer. La France affirme ne maintenir sa présence que pour garantir son effort financier, que pour autant que les Néo-Calédoniens ou les Polynésiens le souhaitent. Dès lors que les populations intéressées demandent leur indépendance, le gouvernement n'y ferait pas obstacle.

Ce thème sera développé par le chef de l'État tout au long de son séjour aux antipodes, et notamment lors du discours qu'il doit prononcer mardi après-midi à Nouméa, où la situation politique vient d'être, en principe, « clarifiée ».

Les récentes élections territoriales ont donné satisfaction au secrétaire d'État chargé des DOM-TOM, M. Dujon : 88,97 % des suffrages exprimés se sont portés sur les partis favorables au maintien des liens avec la métropole. M. Giscard d'Estaing sera donc accueilli par un législatif et un exécutif local acquis à ses vues.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 5.)

APRÈS TRENTÉ-SEPT JOURS D'INTERDICTION

Les DC-10 peuvent de nouveau voler dans le ciel américain

L'Agence fédérale de l'aviation civile américaine (F.A.A.) a levé, le 13 juillet, l'interdiction de vol appliquée aux avions de type DC-10 immatriculés aux États-Unis. Déclatée le 6 juin, deux semaines après l'accident d'un DC-10 d'American Airlines à Chicago, qui avait provoqué la mort de deux cent soixante-treize personnes, cette immobilisation avait soulevé de vives polémiques entre les compagnies aériennes, le constructeur Boeing, et les associations de consommateurs très influentes aux États-Unis.

(Lire page 6.)

Le bon cheval

par ALFRED SAUVY

L'accroissement de la poignée de pétrole n'est pas encore tout à fait déterminé. Selon M. Monory, les importations d'énergie passeront de 50 milliards de francs en 1978 à 80 milliards de francs en 1980, soit, en francs constants, une augmentation d'un tiers environ. Selon le ministère de l'Industrie, il faudra verser 95 milliards de francs en 1980, tout cela en admettant que l'Orient soit sage, travaille et exporte normalement.

La liste des vingt-sept mesures d'économie d'énergie publiées il y a quelques semaines prêterait à sourire dans sa naïveté et au souvenir des mesures précédentes si l'on n'en était pas las. D'ailleurs, une fois que l'industrie et le chauffage domestique sont sacrifiés à la route, grande consommatrice (36 % en 1978). Le rapport Guillaumat est venu « opportunément » pour empêcher le transfert partiel de trafic de marchandises vers le fer, avec une économie d'énergie de 75 %, il a suffi d'allumer, comme l'a fait remarquer le même M. Philippe Saint-Marc, du fonctionnement de moteurs d'un producteur de pneumatiques pour faire rentrer les choses dans l'ordre.

Peut-être est-il impossible, politiquement, de toucher ce domaine sacré, auquel cas le gouvernement (politiquement toujours) raison. Il reste à voir l'aspect technique et à juger la valeur de l'argument selon lequel une réduction de la circulation augmenterait massivement le nombre de chômeurs. C'est, jusqu'à présent, un simple postulat qui s'appuie sur une cause permanente de chômage : ne se préoccuper que du visible.

L'objectif devrait être une majoration suffisante des carburants pour faire baisser la consommation, tout en augmentant les recettes. Cependant, nous sommes mal renseignés sur l'élasticité de la consommation d'essence selon le prix.

Tout transfert financier suppose des emplois en un lieu pour les transporter en un autre : le bilan est positif ou négatif, selon les cas. Dans celui qui nous occupe, il y a un multiplicateur, car il s'agit de produire plus de richesses. Il faut rappeler, jusqu'à satiété, que l'emploi n'est pas un but en soi et que « créer des emplois » est une expression vide

La modernisation de l'armée

Le défilé du 14 juillet a mis l'accent sur les forces « classiques » au détriment de l'arsenal nucléaire

Le défilé militaire de ce samedi 14 juillet, à Paris, a mis à l'honneur les forces classiques (nouvelles divisions blindées de la 1^{re} armée et unités interarmées pour l'intervention extérieure) au détriment de l'arme nucléaire, qui, pour la première fois depuis de très nombreuses années, n'était pratiquement pas représentée. Seuls quatre bombardiers Mirage-IV ont dû remplacer, au dernier moment, une partie du défilé aérien contrarié par les mauvais temps.

On peut noter en effet que, contrairement aux années précédentes, le missile Phéton n'a pas été présenté. Aucun équipage de sous-marin nucléaire n'a défilé. Le passage des avions Mirage-III et Super-Éclair, qui sont capables de larguer une bombe nucléaire tactique, avait été annulé sur l'ordre du chef de l'État qui avait décidé, pour raison d'économie, de réduire le défilé aérien.

En donnant la préférence aux forces interarmées classiques, ce défilé du 14 juillet paraît un peu à l'image de la loi-programme d'équipement 1977-1982, en cours d'exécution, qui attribue la priorité à la modernisation des forces terrestres du champ de bataille et maintient un moindre développement des armements — avions, missiles et sous-marins — de la dissuasion.

Pour quelle stratégie ?

Par JACQUES ISNARD

Il y a moins d'une dizaine d'années un ministre français de la défense prédisait que la France avait devant elle une décennie de paix, un délai qui convenait de mettre à profit pour réorganiser l'armée et moderniser son équipement. Ce pari, M. Michel Debré, pour l'avoir lancé comme ministre de la défense de Georges Pompidou, est en passe de l'avoir gagné malgré les incertitudes de l'époque.

Aujourd'hui, quel ministre français de la défense reprendrait à son compte, pour la décennie prochaine, les intuitions de son prédécesseur ? Et pourtant, ces dix années écoulées, les forces armées demeurent en pleine réorganisation — aucune autre institution de l'État n'aurait subi autant de transformations depuis la fin de la guerre d'Algérie — et l'amélioration de leur armement continue, sans excès, par petites touches à peine perceptibles.

L'opinion publique tient, dans la même temps, à concilier deux sentiments ou, peut-être, deux pressentiments : l'impression que le monde est chaque jour plus dangereux, plus menaçant, plus menacé en raison des zones d'insécurité, d'instabilité ou de tension qui se multiplient un peu partout à la surface du globe, et la crainte que les forces armées françaises pourraient être insensiblement engagées contre le gré de la nation, dans des conflits qui dépasseraient ses stricts intérêts, ou prises au dépourvu par des crises brutales, incontrôlées et très vite apocalyptiques.

Par prudence, par sagesse ou par méconnaissance, le pouvoir politique, en France, ne s'adresse pratiquement plus à l'opinion, depuis quelques années, pour lui expliquer les raisons de l'effort de défense qu'il affirme avoir entrepris.

(Lire la suite page 5.)

La crise de l'énergie

La Commission européenne estime inévitable une baisse des revenus

« Il n'est pas possible que l'effet sur les revenus de l'augmentation du prix du pétrole soit compensé par des augmentations nominales de salaires », a déclaré vendredi 13 juillet, M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, chargé des affaires extérieures, à l'issue des entretiens qu'il venait d'avoir avec M. Cooper, le sous-secrétaire d'État américain pour les affaires commerciales. De telles consultations « à haut niveau » entre la C.E.E. et les États-Unis, ont lieu deux fois par an. Elles ont porté, cette fois, sur les répercussions économiques de la hausse des prix du pétrole, sur la mise en œuvre des décisions prises au sommet de Tokyo et des engagements souscrits dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (N.C.M.).

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Ainsi, selon M. Haferkamp, les pays occidentaux, en particulier ceux de la Communauté, doivent se faire à l'idée que les revenus, et singulièrement les salaires, devront croître moins vite que les prix. L'analyse du vice-président de la Commission et celle de M. Cooper concordent. La hausse des prix du pétrole équivaut, observent-ils, à une perte de revenus pour les pays industrialisés et à un transfert de richesses au profit de l'O.P.E.P. Il faut l'accepter comme telle. Tenter d'en neutraliser les effets par une augmentation des rémunérations salariales, inflationniste, ce qu'il est essentiel d'éviter.

La nouvelle crise oblige à des modifications sensibles des politiques économiques, en particulier à un effort considérable d'investissement. Il est par conséquent nécessaire que le supplément de ressources né de la croissance en Occident (moins de 3 % en 1979) leur soit en priorité affecté. « Il faut dissiper certaines illusions, celle notamment qui consiste à croire que l'on peut dépenser deux ou trois fois le même franc ou le même mark », a souligné M. Haferkamp. Selon lui, les syndicats de la Communauté, en tout cas déjà les syndicats allemands, commencent à comprendre et à accepter ce sévère langage.

Même identité de vues sur les autres points évoqués au cours de ces conversations euro-américaines. Le sommet de Tokyo s'approche et en évaluant l'impact concret peut paraître prématuré. Après la série de contacts qui vient de se dérouler (à l'Agence internationale de l'énergie, au comité de politique énergétique de l'O.C.D.E., puis à Bruxelles), il n'est convaincu, au siège de la Commission, que les sept gouvernements sont décidés à faire le nécessaire pour tenir les engagements pris.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 18.)

AU JOUR LE JOUR

Défilés

On a les Bastilles qu'on veut, et les All Blacks en volent bien une autre. A tout prendre, je préfère même ce genre de victoire à celles qui abreuvent les sillons.

Ce sang impur d'un racisme agressif m'a toujours choqué. Le premier 14 juillet, le vent, l'oubli, celui de 1789, n'était pas une fête militaire, mais la célébration joyeuse d'une victoire des hommes sur leur destin. Comme en peut remporter, à leur modeste échelle, une équipe de rugby ou un coureur cycliste.

Puteau'on veut faire des économies, il en coûterait sans doute moins cher de remplacer la traditionnelle exposition itinérante d'engins de mort par un défilé sportif.

ROBERT ESCARPIT.

«TURANDOT» AUX ARÈNES

Une nuit à Vérone

Cela commence très tôt, comme pour une corrida. Dès midi, les touristes viennent reconnaître les lieux, débordent sur la piazza Bra qui s'enroule comme une queue de comète autour de l'immense ovale parfait des arènes romaines ; les cafés débordent au milieu des rues ; les flots organisés d'Allemands, d'Américains, de Français forment des colonnes infranchissables à la suite de leurs guides ; les officiers venus en groupes de la Scala chantent et boivent bruyamment ; la vente bar son plein aux guichets. Car c'est ce soir le plus beau jour de Vérone : l'inauguration de la saison des arènes, « le plus grand spectacle lyrique du monde », disent fièrement les prospectus et les cartes postales.

A cinq heures de l'après-midi, on fait déjà la queue aux grilles cadenassées des « gradins », car il y a des milliers de places non numérotées (qui coûtent entre 4 000 et 7 000 lire, soit de 21 à 37 francs) et il faut prendre les meilleures.

Guidés par des huissiers gantés, selon la tradition italienne, les privilégiés des « poltrone numerate » (fauteuils numérotés) et des « poltroniste » ont gagné leur place au centre des arènes, encadrés par cette immense foule bruyante aux couleurs d'été claires et chantantes comme les prés fleuris.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 7.)

Le Monde
réédité
minifon
1976
rue
ERLOBIES.

Le Monde

idées

AMÉRIQUE LATINE ET CULTURES OPPRIMÉES

L'université de Nations unies, fondée en 1973, mais bien peu connue, siège au Japon, fonctionnant avec des capitaux japonais et américains. Son but ? Recherche sur la faim, les recherches naturelles, le développement économique et social. Vaste programme.

Récemment, à Mexico, elle organisait, avec l'université autonome du Mexique, un colloque au titre ambitieux : « Créativité et cultures endogènes. Cultures opprimées ».

Cultures opprimées ? Si le seul Français participant (1) avait ignoré le sens du terme, les Vietnamiens, Algériens, Haïtiens, Dominicains présents le lui auraient rappelé en français. L'imperialisme culturel a été analysé de près.

Culture « endogène » (c'est désormais le mot poli pour « indigène ») ? L'expression semble claire. C'est l'ensemble de traditions, religions, mythes, documents, monuments, costumes qui font le patrimoine d'un pays.

Mais, en Amérique latine, la notion se complique. Cette élite de savants, de sociologues, de philosophes, d'historiens venus de tout le continent latino-américain dénonce l'imperialisme occidental dans l'espagnol ou le portugais le plus raffiné, « Criollos » (de souche européenne) ou « mestizos » (métis), ils ont été élevés dans la langue d'Européens venus au seizième siècle. Ces conquérants ont figé les civilisations « endogènes » (de différents selon les régions). Il ont imposé leurs langues ibériques, leur religion catholique, leurs mœurs de citadins. Les sciences et techniques ? Ils en ont importé juste assez pour exploiter les réserves minières et naturelles et faire fonctionner

la main-d'œuvre. Pourtant, certains Indiens avaient découvert le zéro, pivot des mathématiques. Les temples mayas, les monuments incas ou aztèques témoignent de leur avance architecturale. Civilisation éteinte. Symboliquement, des églises baroques ont souvent recouvert les temples indiens.

En Europe, les Espagnols et les Portugais ont été dépassés par les inventions et découvertes venues d'Angleterre, de France, d'Allemagne, puis des États-Unis ; mais sur le continent sud-américain, la domination des langues et cultures ibériques continuait. Elle a survécu à l'indépendance des pays, à leurs changements de régimes, à leurs révolutions.

Au cours de ce colloque, les représentants de tous les pays du continent se sont accordés sur un thème : la lutte contre la domination culturelle des pays occidentaux, scientifiquement et technologiquement les plus avancés (c'est-à-dire avant tout les États-Unis). On trouvera, et-dessous un résumé des principales contributions. Un physicien nucléaire, J. Leite Lopez, un économiste, Celso Furtado, tous deux Brésiliens, ont défendu — comme leurs collègues des autres pays — un point de vue indiscutable. Comment des sciences et techniques importées par fragments, juste pour faire marcher des machines projetées et exécutées ailleurs, pourraient-elles stimuler la « créativité endogène » ? Les sociétés multinationales ouvrent laboratoires et usines, mais comme « préfabriquées ». Créer implique que les nationaux accèdent à la recherche fondamentale : on en est loin.

Donc, premier combat : obtenir un « choix

de société » ayant une politique d'indépendance culturelle, scientifique, technologique. Contre les multinationales.

Mais à cette lutte répond, contradictoire en certains points, la revendication d'« endogénéité » au nom des Indiens. Les sociologues mexicains Rodolfo Stavenhagen et Guillermo Bonfil ont montré cette double oppression. Les Indiens, dit J. Stavenhagen, sont exploités à la fois comme classe : parce qu'ils sont des paysans pauvres ou des manoeuvres, et opprimés dans leur culture par la civilisation dominante dans leur pays même.

Guillermo Bonfil propose de ne pas tenir compte des différences d'éthiques, de cultures et de langues parmi les Indiens. De proclamer les droits d'une civilisation « pan-indienne ». Après tout, dit-il, ni l'Occident ni l'Europe ne composent de pays à tradition semblable ou à niveau de développement égal. Il revendique une réécriture de l'histoire, même anticolonialiste. Les Indiens manquent de documents écrits ? Mais la tradition orale, les chants, les mythes, les œuvres d'art valent bien l'« académisme asépté » des parchemins.

Les Indiens refusent, par leur façon de vivre, les civilisations ultra-techniques axées sur la productivité et croient en un modèle social fondé sur l'éthique. Le sur-développement, sururbanisé, représente-t-il un progrès ?

Mexico, avec ses 14 millions d'habitants, ses encombrements, sa pollution pire qu'à New-York, Londres ou Paris, est comme le symbole de l'excès citadin. Au Mexique, les villes « championnes » : Puebla, en cinq ans, est passée

de 400 000 à 800 000 âmes. Ainsi le débat sur la culture, en pays d'Amérique du Sud, est double, comme l'est l'oppression culturelle. Tous s'accordent pour refuser le modèle occidental et sa mainmise culturelle autant qu'économique. Mais ensuite commence l'autre débat : celui du modèle. Tout se résume dans le titre de J. Leite Lopez : « Quelle science, pour quelle société, dans quel monde ? »

Même les courants d'idées contestataires, que ce soit la démocratie issue de la Déclaration des droits de l'homme ou les différentes formes du marxisme, viennent de l'Occident. A partir de quelle tradition élaborer un modèle de société ?

Le Japon propose sa réussite de capitalisme sur-développé, sa monnaie-massive, sa technologie triomphante, joints à la fidélité aux traditions. Mais, répond-on, la question sociale est-elle résolue ?

L'université des Nations unies a pu mesurer les contradictions majeures de ces pays, dont les élites s'accrochent pour rejeter la domination culturelle étrangère, mais ne s'accrochent pas sur ce qui pourrait devenir une culture « endogène » créatrice.

Dans ce colloque de prises de conscience, une seule culture opprimée avait été oubliée. La plus transversale de toutes, celle que négligent à la fois les imperialistes et leurs victimes : la culture féminine.

DOMINIQUE DESANTI.

(1) Le philosophe J.-T. Desanti, professeur à Paris-I.

LEITE LOPEZ (Brésil)

Le mythe du transfert de la technologie

Après avoir retracé l'histoire de la science dans les civilisations, de la Grèce antique à l'ère surindustrielle, J. Leite Lopez (*) pose le problème crucial de la « dépendance » dans le développement des sciences et de la technologie. Il analyse les initiatives prises dans les pays sud-américains dans les vingt dernières années. Les divers gouvernements ont pris la décision de laisser les multinationales installer leurs filiales dans ces pays.

Ces compagnies (multinationales) ont leurs propres laboratoires de recherches au centre du système capitaliste. Dans les pays où elles s'établissent elles ne font que fabriquer des produits pour l'exportation ainsi que pour la consommation d'une mince couche de la population (de ces pays). Les technocrates, en recommandant d'adopter cette politique, usent du mythe du transfert de la technologie. L'installation d'usines des entreprises multinationales n'implique évidemment aucun transfert de connaissances scientifiques ou techniques. Les machines importées sont inventées, dessinées et construites à l'étranger, et les plans de fabrication des produits ne peuvent pas être modifiés par les ingénieurs du pays d'implantation. Sans chercher à savoir si les produits industriels sont bien ceux dont nos populations ont besoin, il est évident que l'important c'est la capacité d'invention, d'innovation technologique et non le fait d'apprendre à des ouvriers sur quel bouton ils doivent appuyer pour faire fonctionner les machines. La capacité d'invention

technologique n'est pas transférée par les entreprises multinationales. L'intégration de la plus grande partie de l'Amérique latine dans le marché économique-culturel des nations capitalistes industrielles a ainsi inévitablement aggravé leur dépendance : la science et la culture sont devenues des produits d'importation de luxe, parfois élaborés sur place et pour une élite.

J. Leite Lopez pose alors la question : Endogénéisation de la science ? dans quelle société ? Bien sûr, les lois scientifiques sont valables dans tout laboratoire et dans tout pays. Mais la science n'est pas seulement un catalogue de données, de noms et de constatations. La recherche scientifique est un processus dynamique qui implique l'interaction entre la communauté scientifique et son environnement, avec les forces politiques et sociales. Les motivations, la planification et le financement de la recherche ne sont pas politiquement neutres.

Le professeur « le CERN, ce « pool » de physiciens, de techniciens et de subventions, réalisés en Europe occidentale et propose d'étendre cette idée de « pool » à d'autres régions du monde. Ce qui n'aura de sens qu'en combinant une stratégie de la recherche avec une stratégie politique tendant à modifier le modèle économique de ces pays. Et il conclut en s'interrogeant : « Le but de la science et de la technologie est-il de libérer l'homme ou d'établir un monde fondé sur l'oppression de beaucoup de pauvres par quelques riches ? »

(*) Physicien nucléaire brésilien, actuellement directeur de la physique des hautes énergies à l'université de Strasbourg.

CELSO FURTADO (Brésil)

L'absence d'un modèle social constructif

« Le pluralisme idéologique qui alimente l'activité politique dans les sociétés capitalistes comporte des « super-idéologies » qui ont une fonction nettement modernisatrice. Le « nationalisme », la « sécurité sociale », la « défense de la famille » ou de la « civilisation chrétienne » sont des exemples de « super-idéologies » (ou méta-idéologies) inouïes, pour imposer une discipline sociale, ou pour freiner les processus de changement ».

Puis Celso Furtado (*) examine les sociétés industrielles édifiées sous le signe de la dépendance. Il constate que pour diverses raisons qu'il passe en revue, le développement des installations ne montre pas, alors, une grande créativité. Ceci ne veut d'ailleurs pas dire que les installations transplantées ne puissent avoir une grande valeur pour l'évolution des formes sociales. Mais le « mimétisme idéologique » se manifeste plus qu'une « créativité politique authentique ».

Aussi l'« industrialisation dans la dépendance » ne conduit-elle pas à des formes sociales stables ou capables d'engendrer une conscience critique d'auto-régulation. L'instabilité (dont la « marginalité urbaine » est l'un des exemples) fait naître un « autoritarisme préventif » croissant qui opprime les forces sociales naissantes. Ces forces n'ont pu être canalisées de façon constructive par l'industrialisation dans la dépendance. Ce qui empêche la force d'invention, sur le plan politique. « Or c'est cette invention politique qui fait du développement l'expression finale de la capacité d'une société. »

(*) Economiste brésilien, ancien ministre, actuellement professeur à Paris-I.

« Le mimétisme idéologique » se manifeste plus qu'une « créativité politique authentique ».

Aussi l'« industrialisation dans la dépendance » ne conduit-elle pas à des formes sociales stables ou capables d'engendrer une conscience critique d'auto-régulation. L'instabilité (dont la « marginalité urbaine » est l'un des exemples) fait naître un « autoritarisme préventif » croissant qui opprime les forces sociales naissantes. Ces forces n'ont pu être canalisées de façon constructive par l'industrialisation dans la dépendance. Ce qui empêche la force d'invention, sur le plan politique. « Or c'est cette invention politique qui fait du développement l'expression finale de la capacité d'une société. »

(*) Economiste brésilien, ancien ministre, actuellement professeur à Paris-I.

RODOLFO STAVENHAGEN (Mexique)

La complexité de la culture « endogène » des Indiens

M. Stavenhagen constate que la conception anthropologique de la culture comme processus collectif de création, comme héritage accumulé par les générations, bref comme un ensemble d'éléments dynamiques que les divers groupes interprètent, acceptent ou rejettent, n'est pas la conception des fonctionnaires et des gouvernants dans leur majorité. Il analyse la complexité de la culture « endogène » des Indiens.

Doublement opprimés en tant que classe la plus pauvre et en tant que groupe ethnique dominé, les Indiens ont pourtant changé. La période coloniale et aussi le siècle d'indépendance mexicaine ont modifié la culture indienne à tel point qu'il est difficile aujourd'hui de distinguer avec certitude

quels éléments culturels étaient réellement préhispaniques (à l'exception, bien entendu, des monuments et des œuvres de ces époques). De plus, les ethnies et les langues sont multiples.

Pour Rodolfo Stavenhagen, on ne pourra parler d'intégration ni d'unité nationale tant que coexisteront côte à côte deux populations : l'une blanche et métisse, l'autre indienne. Et il propose une conception différente, une stratégie différente du développement, notamment du développement rural pour l'ensemble de la population. « La culture rurale, indienne ou non, représente un élément fondamental » de cette alternative du développement. A la différence du choix d'une expansion capitaliste, il faudrait tenir compte « des valeurs et des connaissances propres aux communautés rurales ».

GUILLERMO BONFIL BATALLA (Mexique)

Une « civilisation pan-indienne »

G. Bonfil constate que dans beaucoup de pays du continent latino-américain les Indiens représentent la majorité relative ou absolue de la population. Mais, étant donné l'indéniable métissage, il propose de ne pas limiter l'« identité » à des critères de pureté raciale. Des gens qui ne pourraient prouver une indigénité sans métissage réclament pourtant leur « identité indienne ».

Il faut donc parler d'une « civilisation pan-indienne », puisqu'on parle bien de civilisation européenne, sans tenir compte des différences, des contradictions, des niveaux de développement à l'intérieur de cette civilisation. La

dimension « civilisation communautaire » dépasse les divergences. Pour G. Bonfil, en effet, les contradictions internes des cultures latino-américaines dominantes n'offrent pas d'alternative historique réelle à la civilisation indienne. La révolution à l'occidentale ne répond pas aux aspirations de ces peuples qui se fondent plus sur la morale, l'éthique, la solidarité, l'amour, l'homme. Ces valeurs n'ont guère de place dans les systèmes occidentaux, même révolutionnaires, ce qui amène d'ailleurs les Indiens eux-mêmes à les délaisser.

Cette civilisation pan-indienne permettrait, d'après G. Bonfil, de rendre à tous les Indiens — c'est-à-dire à tous ceux qui se revendiquent tels, même s'ils sont métissés — le sens d'une identité

“Le Monde” réédité en miniformat

L'année 1976 est parue

ERLOBIES.

Éditeur, 8-10, Place de la Mairie, 89330 St-Julien-du-Sault.

FRANCISCO MIRO QUESADA (Pérou)

La libération du tiers-monde n'implique pas la négation radicale de l'Occident...

Francisco Miro Quesada (*) analyse en profondeur « la fois le concept même de civilisation philosophique et les diverses positions prises par les philosophes latino-américains. Il démontre le « développementisme » (développementisme) qui considère comme impossible d'élaborer une philosophie latino-américaine avant que les divers pays aient acquis leur développement économique. Le « libérationnisme » qui soutient la création d'une philosophie originale à la libération totale de toute dépendance intellectuelle. L'« affirmationnisme » qui proclame l'existence d'une philosophie authentique ressortant de la méditation sur la réalité latino-américaine. L'« intégrationnisme » qui fait entrer tous les éléments de la connaissance dans la philosophie.

En Amérique latine, les conditions sont à présent propices pour rassembler et réintégrer les diverses branches de la connaissance (logique, mathématiques, sciences sociales, philosophie analytique des langues, etc.) et procéder à une création originale. De toutes les régions du tiers-monde l'Amérique latine est celle dont la civilisation et la pensée peuvent le plus facilement servir de lien entre les civilisations de l'Occident et celles de l'Afrique et de l'Asie. Dans le drame de la domination et de la libération de l'Amérique latine, conclut Qué-

sada, le rôle de l'Occident n'a pas été uniquement négatif. « La libération du tiers-monde n'implique pas la négation radicale de l'Occident, ce qui serait contraire à une connaissance universelle. L'Occident a été et reste un ennemi dans la mesure où il est un centre de domination mondiale. Mais il a également élaboré un humanisme dont il s'est souvent servi pour couvrir son oppression, mais qui peut à présent être utilisé par des régions libérées comme l'Amérique latine afin d'élaborer un humanisme véritable, c'est-à-dire « sans limite de temps et sans frontières dans l'espace ».

(*) Philosophe, ancien ambassadeur du Pérou à Paris.

Ainsi elle s'est installée dans une petite agglomération : Huayapan, y est passé un an et, par la suite, y est retourné en visite.

Dans son livre *L'Indien des autres*, elle nous offre, écrite avec une minutie de peintre naïf, la vie d'une femme, dona Zeterina, observée dans

UN LIVRE DE JUDITH FRIEDLANDER

« L'Indien des autres »

Judith Friedlander, jeune anthropologue américaine, est arrivée au Mexique en 1969, convaincue de la puissance d'un mouvement indien qui aurait ressemblé au Black Power américain. La déception a été rapide : on lui avait annoncé des centaines de membres pour la seule ville de Mexico, elle a eu du mal à en détecter une trentaine.

Alors elle s'est installée dans une petite agglomération : Huayapan, y est passé un an et, par la suite, y est retourné en visite.

Dans son livre *L'Indien des autres*, elle nous offre, écrite avec une minutie de peintre naïf, la vie d'une femme, dona Zeterina, observée dans

sa vie quotidienne, écoutée dans ses longs récits sur son passé et celui de sa famille. Les enfants, les apparentés, les voisins, tous ont la parole. Après dona Zeterina et sa famille, Judith Friedlander montre le village et raconte l'histoire de la région depuis la conquête espagnole.

A part le document sur la vie d'une indienne et d'indiens, nous voyons comment l'identité indienne est, depuis les années 20 environ, « manipulée » par les divers gouvernements, par les éducateurs, par les missions culturelles. (Il en existait environ huit au Mexique en 1970). Ajoutons qu'aujourd'hui (ce n'est pas dans le livre mais c'est Judith Friedlander qui le fait remarquer) des compagnies aériennes proposent l'Indien à la fois comme

attraction touristique « pas comme les autres » et comme « voyage d'études ».

Judith Friedlander considère que son étude sur les Indiens de Huayapan a été pour elle une prise de conscience ; elle veut étudier désormais les gens qui ne lui sont pas exotiques, dont elle est issue.

Au Mexique, l'image de l'Indien du passé est valorisée comme une force de l'héritage culturel du pays. Par contre l'Indien actuel est « folklorisé ». C'est sans doute contre cette identité mensongère que s'élèvent les « méta » mexicains convulsants que l'identité indienne forme un élément crucial, mais constamment manipulé, de leur héritage. — D. D.

de Judith Friedlander, *L'Indien des autres*, traduction française aux Ed. Payot.

Le Monde

ÉTATS-UNIS

AU COURS DE SA RETRAITE DE CAM

M. Carter aurait exprimé des doutes sur sa capacité de diriger

Le président Carter, commencé le 6 juillet, le président Carter a déclaré au cours d'un sondage réalisé du 9 au 11 juin par le *New York Times*, 26 % seulement des Américains ont confiance en sa politique. Contre 30 % en janvier.

Pour le président Carter, le sondage est une bonne nouvelle. Mais il ne faut pas se laisser tromper par les chiffres. Selon un autre sondage, réalisé par le *New York Times*, le 13 juillet, 26 % des Américains ont confiance en la politique de M. Carter. Contre 30 % en janvier. Le sondage du 13 juillet est plus récent, mais il est basé sur un échantillon de 1 000 personnes, contre 2 000 pour le sondage du 9 au 11 juin. Le sondage du 13 juillet est donc plus précis.

Le sondage du 9 au 11 juin a été réalisé par le *New York Times* et le *Gallup Organization*. Le sondage du 13 juillet a été réalisé par le *New York Times* seul.

Le sondage du 9 au 11 juin a été réalisé par le *New York Times* et le *Gallup Organization*. Le sondage du 13 juillet a été réalisé par le *New York Times* seul.

« Le déclin moral »

Le président Carter a déclaré au cours d'un sondage réalisé du 9 au 11 juin par le *New York Times*, 26 % seulement des Américains ont confiance en sa politique. Contre 30 % en janvier.

Le conseil général de Guyane reste sur l'implantation de nouveaux établissements

De notre correspondant

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

Le conseil général de Guyane a voté, le 14 juillet, une résolution qui tend à accélérer l'implantation de nouveaux établissements dans le territoire.

سكزا من الأصل

Parmi les cinq ministres démocratiques, trois — dont M. H.M. Balaguna, ministre des hydrocarbures — sont des personnes qui ont travaillé au sein du Congrès pour la démocratie, une des composantes du Janata, dirigé par M. J. Rao, vice-président du ministre de la défense. Les autres ministres sont membres de la formation de M. C. Singh, autre vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, un collaborateur de M. N. Ravarin est à l'origine de la rupture au sein de la majorité gouvernementale.

50 من الأصل

politique

Le Monde

SOUS-VERNEMENT

que au plus fin
tie chrétienne

La France dans le Pacifique sud

(Suite de la première page.)

Cet attachement des Néo-Calédoniens à la République se double d'une volonté d'être gouvernés au centre, selon un schéma qui ne saurait déplaire au chef de l'Etat. La Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) qui regroupe, sous la houlette de M. Lionel Cherrier, sénateur (R.I.), des hommes de sensibilité centriste, favorables au plan national à l'action de M. Giscard d'Estaing, s'est en effet affirmée comme une formation charnière, dont l'appui est indispensable au R.P.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) pour gouverner. Cette dernière formation, conservatrice et décentralisatrice, conduite par M. Jacques Lefebvre, député (R.P.R.), a dû accepter de se rallier au programme de réformes proposé par M. Paul Dijoud.

En échange de ce maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la mouvance française, le gouvernement offre en effet la garantie de son soutien financier assorti d'un plan de relance de l'économie. Force est de reconnaître que ce plan, prévoyant notamment une reconversion des activités trop exclusivement dominées par l'exploitation du nickel et par le commerce d'importation, est porteur d'une dépendance accrue du territoire à l'égard de la métropole.

Vivre en France en Nouvelle-Calédonie, tel est l'intitulé de ce plan, approuvé par l'Assemblée territoriale. Certes, sa mise en place implique un effort des finances locales et donc une fiscalité moins injustement assise sur les seuls droits indirects, ainsi que des garanties sociales inconnues jusqu'alors dans une société où subsistent nombre de structures coloniales.

Mais un tel schéma peut-il convenir à la population d'origine mélanésienne ? Celle-ci constitue la principale minorité ethnique de ce territoire (1) et affirme chaque jour davantage sa volonté de préserver une identité qui paraît à beaucoup irréductible à l'idée d'un avenir français.

Le Front indépendantiste d'ailleurs obtenu 24,42 % des suffrages exprimés le 1^{er} juillet dernier. Ce résultat est significatif dans la mesure où il s'agit de suffrages essentiellement exprimés par des Mélanésiens, qui se sont ainsi prononcés, dans leur majorité, pour l'indépendance. D'après le Front indépendantiste (F.I.), la décision de reporter ses espoirs sur la solidarité internationale, en faisant notamment appel à des pays tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou les Fidji. La présence d'une délégation du F.I. au récent forum des Etats du Pacifique-Sud illustre cette volonté et montre l'écho de ses revendications n'est pas négligeable (Le Monde des 10 et 11 juillet).

Samedi matin, le Front indépendantiste n'avait pas encore défilé l'attitude qu'il adopte au regard de la visite du chef de l'Etat, mais ses responsables n'excluaient pas l'hypothèse d'une manifestation hostile.

M. Dijoud ne désespère pas, cependant, de rallier un jour une

majorité de Mélanésiens à un projet conçu pour assurer la sécurité à chacune des ethnies en présence. Il fonde ses espoirs sur la réalisation d'une profonde réforme foncière, qui doit permettre aux tribus de reconquérir la « terre des ancêtres », et de se voir ainsi reconnaître les « droits de premier occupant ».

Tel est, en effet, le noyau du problème calédonien. La volonté du gouvernement de le résoudre suffit à montrer que la France ne néglige aucun effort pour préserver dans cette région du monde une présence qui la place, de par la superficie de l'Océan Pacifique qu'elle contrôle, et qu'elle pourra peut-être un jour exploiter, au troisième rang mondial des puissances maritimes.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. HUNT : une organisation décentralisée

M. Pierre Hunt, porte-parole de la présidence de la République, a notamment déclaré, jeudi 12 juillet : « Par cette visite, le chef de l'Etat entend marquer l'attachement profond de la France à ses territoires du Pacifique. » Il a ajouté : « Dans le cadre d'une organisation décentralisée, qui permet de concilier l'appartenance à la République et le particularisme de chaque territoire, le gouvernement français a proposé une politique de développement économique et social à long terme. »

M. Hunt a encore indiqué : « Le résultat des élections territoriales du 1^{er} juillet dernier en Nouvelle-Calédonie a confirmé l'approbation de ce plan par les Néo-Calédoniens. » Il a ajouté : « Dans ce contexte, la visite du président de la République a pour objet de réaffirmer l'attachement de la métropole aux territoires du Pacifique, de souligner l'attention que le gouvernement français apporte à l'évolution de ces territoires et de renforcer la solidarité internationale qui résulte de leur histoire et de la volonté des populations. »

(1) Le statut d'autonomie de la Nouvelle-Calédonie a été promulgué le 1^{er} décembre 1978 et celui de la Polynésie en juillet 1977.

LA CÉLÉBRATION DE LA FÊTE NATIONALE

A Paris

Le temps nuageux a contrarié le défilé militaire

Le ciel couvert au-dessus de Paris a perturbé le défilé militaire du samedi 14 juillet, de la République à la Bastille, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. En particulier, le défilé aérien, déjà réduit en importance pour économiser le carburant, n'a pas permis aux Parisiens, venus de l'air, de pilotes en tenue de vol, le casque blanc sous le bras. Pour la première fois, aussi, l'armée de terre a présenté trois régiments de réservistes (le 24^e régiment d'infanterie de Paris, le 54^e régiment d'infanterie de marine du Val-d'Oise et le 8^e régiment de chasseurs de Laon), ainsi que quatre des régiments — parmi les plus anciens — qui eurent l'occasion de défilé pour le premier anniversaire du jour de la victoire, en 1919.

Le chef de l'Etat a regagné, vers 10 h. 45, le palais de l'Elysée pour donner une réception de plus de quatre mille invités. En province, également, des défilés militaires ont été organisés, mais à Dijon et à Nevers, par exemple, les cérémonies, ainsi que le défilé proprement dit, ont eu lieu dès le vendredi 13 juillet.

LA CONCORDE

BLEU-BLANC-ROUGE

Bleu-Blanc-Rouge, le spectacle commandé par la mairie de Paris au compositeur Jean-Michel Jarre, a lieu ce samedi 14 juillet, à 22 heures, place de la Concorde. Jean-Michel Jarre doit interpréter au synthétiseur des extraits de ses œuvres — Oxygène, Equinoxe — illustrés par des projections, des éclairages tricolores, des boules scintillantes et un feu d'artifice tiré des jardins des Tuileries.

La place de la Concorde est libre, mais la place de la Concorde est interdite à la circulation automobile à partir de 19 heures. La station de métro Concorde est fermée de 22 heures à 23 h. 45. Il est possible d'utiliser les stations Madeleine, Chambre-des-Deputés, Champs-Élysées — Clemenceau, Tuileries. Le spectacle est transmis en télévision et diffusé en direct sur TF1 de 22 h. 35 à 23 h. 30.

DÉFENSE

Une armée pour quelle stratégie ?

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat, lui-même, chef des armées en vertu de la Constitution, n'a pas trouvé, depuis ses propos restés célèbres de 1976, à l'Institut des hautes études de défense nationale, le langage, voire les directives publiquement affirmées, que son auditoire militaire est censé attendre du responsable suprême de la défense et que, des alliances officielles dissimulant des secrets militaires importants, mais toute politique de défense doit être explicite et l'Etat, dont la mission prioritaire est de garantir la sécurité de tous, veut entraîner l'adhésion active de ses citoyens.

Faute de cette explication autorisée, l'opinion en est réduite à observer le divorce, qui tend à s'insitutionnaliser, entre une armée de conception, qui se cherche à travers les traditions souvent surannées de la République, et une armée de professionnels, qui se renforce par les expériences acquises lors de ses expéditions outre-mer décidées par le gouvernement. L'opinion consiste encore la priorité donnée à la reconstruction de forces classiques lourdes, dont elle discerne mal les missions face à la prolifération de menaces tous azimuts, au détriment de la rénovation d'un arsenal de dissuasion nucléaire qui marque le pas et s'analyse parce qu'elle n'est plus cette impérieuse obligation d'autrefois.

La stratégie française offre, à la vue, parce que l'équipement d'une armée moderne requiert une longue patience et de l'obstination. C'est plutôt l'attitude que choisira d'adopter, en d'autres circonstances, le bénéficiaire d'un héritage important à la constitution duquel il n'a pas pris part, et qui serait indécis sur la façon de le faire provisoirement fructifier pour le maintenir en l'état, dans l'attente du moment où les véritables échéances l'obligent à prendre toutes ses responsabilités.

Une double réflexion

Si telle est bien la situation, il faut reconnaître que les échéances approchent pour les armées françaises et qu'elles ne peuvent être plus longtemps éludées. Ces échéances tiennent à des considérations politiques et techniques : d'une part, à l'instauration d'un dialogue

circumstance, le défilé des troupes à pied s'est scindé pour emprunter ensuite la rue de Lyon et le boulevard Henri-IV.

An total, près de huit mille hommes de troupe à pied ont défilé avec, notamment, la présence, pour la première fois, en tête des détachements de l'armée de l'air, de pilotes en tenue de vol, le casque blanc sous le bras. Pour la première fois, aussi, l'armée de terre a présenté trois régiments de réservistes (le 24^e régiment d'infanterie de Paris, le 54^e régiment d'infanterie de marine du Val-d'Oise et le 8^e régiment de chasseurs de Laon), ainsi que quatre des régiments — parmi les plus anciens — qui eurent l'occasion de défilé pour le premier anniversaire du jour de la victoire, en 1919.

Le chef de l'Etat a regagné, vers 10 h. 45, le palais de l'Elysée pour donner une réception de plus de quatre mille invités. En province, également, des défilés militaires ont été organisés, mais à Dijon et à Nevers, par exemple, les cérémonies, ainsi que le défilé proprement dit, ont eu lieu dès le vendredi 13 juillet.

LA CONCORDE

BLEU-BLANC-ROUGE

Bleu-Blanc-Rouge, le spectacle commandé par la mairie de Paris au compositeur Jean-Michel Jarre, a lieu ce samedi 14 juillet, à 22 heures, place de la Concorde. Jean-Michel Jarre doit interpréter au synthétiseur des extraits de ses œuvres — Oxygène, Equinoxe — illustrés par des projections, des éclairages tricolores, des boules scintillantes et un feu d'artifice tiré des jardins des Tuileries.

La place de la Concorde est libre, mais la place de la Concorde est interdite à la circulation automobile à partir de 19 heures. La station de métro Concorde est fermée de 22 heures à 23 h. 45. Il est possible d'utiliser les stations Madeleine, Chambre-des-Deputés, Champs-Élysées — Clemenceau, Tuileries. Le spectacle est transmis en télévision et diffusé en direct sur TF1 de 22 h. 35 à 23 h. 30.

DÉFENSE

Une armée pour quelle stratégie ?

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat, lui-même, chef des armées en vertu de la Constitution, n'a pas trouvé, depuis ses propos restés célèbres de 1976, à l'Institut des hautes études de défense nationale, le langage, voire les directives publiquement affirmées, que son auditoire militaire est censé attendre du responsable suprême de la défense et que, des alliances officielles dissimulant des secrets militaires importants, mais toute politique de défense doit être explicite et l'Etat, dont la mission prioritaire est de garantir la sécurité de tous, veut entraîner l'adhésion active de ses citoyens.

Faute de cette explication autorisée, l'opinion en est réduite à observer le divorce, qui tend à s'insitutionnaliser, entre une armée de conception, qui se cherche à travers les traditions souvent surannées de la République, et une armée de professionnels, qui se renforce par les expériences acquises lors de ses expéditions outre-mer décidées par le gouvernement. L'opinion consiste encore la priorité donnée à la reconstruction de forces classiques lourdes, dont elle discerne mal les missions face à la prolifération de menaces tous azimuts, au détriment de la rénovation d'un arsenal de dissuasion nucléaire qui marque le pas et s'analyse parce qu'elle n'est plus cette impérieuse obligation d'autrefois.

La stratégie française offre, à la vue, parce que l'équipement d'une armée moderne requiert une longue patience et de l'obstination. C'est plutôt l'attitude que choisira d'adopter, en d'autres circonstances, le bénéficiaire d'un héritage important à la constitution duquel il n'a pas pris part, et qui serait indécis sur la façon de le faire provisoirement fructifier pour le maintenir en l'état, dans l'attente du moment où les véritables échéances l'obligent à prendre toutes ses responsabilités.

Une double réflexion

Si telle est bien la situation, il faut reconnaître que les échéances approchent pour les armées françaises et qu'elles ne peuvent être plus longtemps éludées. Ces échéances tiennent à des considérations politiques et techniques : d'une part, à l'instauration d'un dialogue

FLONFLONS PLACE DU HAVRE

« Ce soir, tout le monde se sent un peu enfant »

On est venu guincher en famille place du Havre, à Paris, au bal masqué : papa, maman, les grands-parents et les enfants, une flopée d'enfants surexcités. Beaucoup de couples d'un certain âge ou d'un âge certain. Des jeunes ? Pas tellement. Des rôtisseurs qui croquent des flâneurs. Mais le service d'ordre est là et des sergents de ville, brasseur bien en vue, silencieusement de temps en temps le foule d'un air dégoûté.

Les plus vieux ont ouvert le bal avec un sourire un peu ému. Peu à peu le cercle des badauds s'est dissous et tout le monde est entré dans la danse. Les minidresses, venues en groupe, rougissent quand on les invite. Les enfants se déchangent. Mais ce soir, tout le monde se sent un peu enfant, et retrouve avec une joie mêlée de nostalgie le gosse qu'il a été et qui faisait fiévreusement l'adulte aux flâneurs. On danse beaucoup. Mal, mais sans complaisance.

Ce n'est pas le Palais, c'est un bal populaire. Et vous vous souvenez d'être venu dans une formule endiablée sur une musique disco, car l'orchestre de Marcel Azoula joue un peu de tout, du disco, du rock, mais surtout des temps et des coutumes. Les vieilles chansons, que tout le monde connaît, sont des points de repère, des boîtes d'air : « Ah ! le petit vin blanc, qu'on boit sous la tonnelle, quand les filles sont belles ! »

Ceux qui ne dansent pas scandent la musique en tapant dans leurs mains, et tout le monde applaudit. L'orchestre lance un « Hip hip bourra ! » qu'on reprend.

Il paraît qu'en France le sens de la fête avait, ces derniers temps, tendance à se perdre. Pourtant, ce soir, on dirait bien que les Parisiens, comme dans l'ancienne France, s'y aient du goût.

Au Japon

Une équivoque mutuelle

De notre correspondant

Tokyo. — Maurice Chevalier, Daria, Catherine Sauvage... A partir de 8 heures, sur la chaîne de modulation de fréquence de Tokyo, passent de vieux disques français. Les journaux télévisés le rappellent dans leurs émissions : « Aujourd'hui, c'est le 14 juillet ». Quant aux grandes magasins, certains affichent « soldes du 14 juillet » ou « Paris est » (la fête de Paris), et ce soir aura lieu dans un grand hôtel le premier concours de beauté « 14 juillet ». Dans les rues piétonnes, petites voitures des quatre saisons, qui vendent glaces et colifichets, sont décorées de drapeaux tricolores et, en fin de journée, dans le parc Hibiya, au centre de Tokyo, retentissent dans un théâtre en plein air des refrains français, au cours d'un « croquet radiophonique ». Sans les drapeaux ni défilé militaire, à 18 000 kilomètres de France, les Japonais célèbrent à leur manière une fête nationale qui, a priori, ne les concerne pas plus qu'une autre. Le National Day américain ne suscite pas tant d'émotion.

C'est sans doute moins la France actuelle qu'ils fêtent qu'une « certaine idée de la France ». La France des lumières, berceau de la pensée éternelle dans la mesure où elle défendrait l'universel. Selon les archétypes du savoir nippon venu de l'Occident, la modernité est américaine, mais la culture demeure française. Le Japon a assimilé l'Occident, lit ses livres, admire ses tableaux, joue sa musique. Le « bureau des écrits barbares » de 1868, qui allait donner naissance à l'université impériale — a disparu tout comme la distinction de l'ère Meiji (1868-1912) : « Ame japonaise, technique occidentale ».

L'« âme japonaise », une notion que raffait déjà l'écrivain Soseki en 1905, n'est plus abyssale et indéchiffrable pour les « spécialistes », qui, à force d'opacité, l'ont rendue incongrue à leurs contemporains. Quant aux techniques, l'esprit d'invention semble si bien s'être déplacé qu'elles sont de moins en moins un apanage occidental. Alors que reste-t-il ? L'équivoque. Les Français regardent le Japon comme un géant économique, qui fait peur, et les Japonais s'obstinent à croire que la France n'est qu'un nain.

PHILIPPE PONS.

Dans un message à M. Giscard d'Estaing

LE PRÉSIDENT CHADLI SOUHAITE LA POURSUITE DU DIALOGUE ET DE LA CONCERTATION ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

De notre correspondant

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a envoyé vendredi soir, 13 juillet, un message à M. Giscard d'Estaing à l'occasion de la fête nationale française. Le ton de ce texte particulièrement cordial constitue un nouvel indice de l'évolution favorable des relations entre les deux pays après la visite officielle effectuée les 23 et 24 juin à Alger par M. François Poncelet.

« La densité particulière de nos rapports », écrit notamment le chef de l'Etat algérien, la richesse de nos liens culturels et humains, notre appartenance à une même région et les possibilités que nous offrent de larges complémentarités économiques sont autant d'éléments qui appellent la poursuite du dialogue et de la concertation en vue de donner aux relations entre nos deux pays une dimension et de nos légitimes préoccupations, et enfin d'ouvrir à la promotion de la liberté des peuples, de la justice et de la

prend en cœur, et de bon cœur. On s'arrête de serpenter, on jette des bonnets, des pétales partent, et là-bas, vers la gare, quelques fusées multicolores transpercent la nuit. On parle joyeusement aux uns et aux autres, mais on regrette les lampions tricolores. L'un d'eux, il est dit, est le ciel de Paris. Les plaisanteries lancées par l'orchestre sont grosses mais font beaucoup rire : « Et maintenant, messieurs, vous pouvez embrasser votre cavalier sur le front, sur la joue, sur le nez, sur... les lèvres ! »

Les plus anciens se donnent des coups de coude complaisants, désignant les couples enlucrés qui vibrent, et, retrouvant, l'instant d'un soir, le « bon temps ».

Les autres des cafés ont installé des tables dans les rues, et les serveurs ne savent plus où donner de la tête. Pour l'occasion, les prix se sont envolés, mais personne ne se soucie, certains s'offrent même « le » champagne. Des nuages de fumée s'élèvent des feux de charbon, installés dans les rues, où grillent des sauteuses. Les étrangers de passage, venus pleins de curiosité dans les yeux, appareils de photo en bandoulière, ne sont pas déçus : « C'est bien un bal typique, Paris s'amuse ! »

Il paraît qu'en France le sens de la fête avait, ces derniers temps, tendance à se perdre. Pourtant, ce soir, on dirait bien que les Parisiens, comme dans l'ancienne France, s'y aient du goût.

Au Japon

Une équivoque mutuelle

De notre correspondant

Tokyo. — Maurice Chevalier, Daria, Catherine Sauvage... A partir de 8 heures, sur la chaîne de modulation de fréquence de Tokyo, passent de vieux disques français. Les journaux télévisés le rappellent dans leurs émissions : « Aujourd'hui, c'est le 14 juillet ». Quant aux grandes magasins, certains affichent « soldes du 14 juillet » ou « Paris est » (la fête de Paris), et ce soir aura lieu dans un grand hôtel le premier concours de beauté « 14 juillet ». Dans les rues piétonnes, petites voitures des quatre saisons, qui vendent glaces et colifichets, sont décorées de drapeaux tricolores et, en fin de journée, dans le parc Hibiya, au centre de Tokyo, retentissent dans un théâtre en plein air des refrains français, au cours d'un « croquet radiophonique ». Sans les drapeaux ni défilé militaire, à 18 000 kilomètres de France, les Japonais célèbrent à leur manière une fête nationale qui, a priori, ne les concerne pas plus qu'une autre. Le National Day américain ne suscite pas tant d'émotion.

C'est sans doute moins la France actuelle qu'ils fêtent qu'une « certaine idée de la France ». La France des lumières, berceau de la pensée éternelle dans la mesure où elle défendrait l'universel. Selon les archétypes du savoir nippon venu de l'Occident, la modernité est américaine, mais la culture demeure française. Le Japon a assimilé l'Occident, lit ses livres, admire ses tableaux, joue sa musique. Le « bureau des écrits barbares » de 1868, qui allait donner naissance à l'université impériale — a disparu tout comme la distinction de l'ère Meiji (1868-1912) : « Ame japonaise, technique occidentale ».

L'« âme japonaise », une notion que raffait déjà l'écrivain Soseki en 1905, n'est plus abyssale et indéchiffrable pour les « spécialistes », qui, à force d'opacité, l'ont rendue incongrue à leurs contemporains. Quant aux techniques, l'esprit d'invention semble si bien s'être déplacé qu'elles sont de moins en moins un apanage occidental. Alors que reste-t-il ? L'équivoque. Les Français regardent le Japon comme un géant économique, qui fait peur, et les Japonais s'obstinent à croire que la France n'est qu'un nain.

PHILIPPE PONS.

Dans un message à M. Giscard d'Estaing

LE PRÉSIDENT CHADLI SOUHAITE LA POURSUITE DU DIALOGUE ET DE LA CONCERTATION ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

De notre correspondant

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a envoyé vendredi soir, 13 juillet, un message à M. Giscard d'Estaing à l'occasion de la fête nationale française. Le ton de ce texte particulièrement cordial constitue un nouvel indice de l'évolution favorable des relations entre les deux pays après la visite officielle effectuée les 23 et 24 juin à Alger par M. François Poncelet.

« La densité particulière de nos rapports », écrit notamment le chef de l'Etat algérien, la richesse de nos liens culturels et humains, notre appartenance à une même région et les possibilités que nous offrent de larges complémentarités économiques sont autant d'éléments qui appellent la poursuite du dialogue et de la concertation en vue de donner aux relations entre nos deux pays une dimension et de nos légitimes préoccupations, et enfin d'ouvrir à la promotion de la liberté des peuples, de la justice et de la

prend en cœur, et de bon cœur. On s'arrête de serpenter, on jette des bonnets, des pétales partent, et là-bas, vers la gare, quelques fusées multicolores transpercent la nuit. On parle joyeusement aux uns et aux autres, mais on regrette les lampions tricolores. L'un d'eux, il est dit, est le ciel de Paris. Les plaisanteries lancées par l'orchestre sont grosses mais font beaucoup rire : « Et maintenant, messieurs, vous pouvez embrasser votre cavalier sur le front, sur la joue, sur le nez, sur... les lèvres ! »

Les plus anciens se donnent des coups de coude complaisants, désignant les couples enlucrés qui vibrent, et, retrouvant, l'instant d'un soir, le « bon temps ».

Les autres des cafés ont installé des tables dans les rues, et les serveurs ne savent plus où donner de la tête. Pour l'occasion, les prix se sont envolés, mais personne ne se soucie, certains s'offrent même « le » champagne. Des nuages de fumée s'élèvent des feux de charbon, installés dans les rues, où grillent des sauteuses. Les étrangers de passage, venus pleins de curiosité dans les yeux, appareils de photo en bandoulière, ne sont pas déçus : « C'est bien un bal typique, Paris s'amuse ! »

Il paraît qu'en France le sens de la fête avait, ces derniers temps, tendance à se perdre. Pourtant, ce soir, on dirait bien que les Parisiens, comme dans l'ancienne France, s'y aient du goût.

Au Japon

Une équivoque mutuelle

De notre correspondant

Tokyo. — Maurice Chevalier, Daria, Catherine Sauvage... A partir de 8 heures, sur la chaîne de modulation de fréquence de Tokyo, passent de vieux disques français. Les journaux télévisés le rappellent dans leurs émissions : « Aujourd'hui, c'est le 14 juillet ». Quant aux grandes magasins, certains affichent « soldes du 14 juillet » ou « Paris est » (la fête de Paris), et ce soir aura lieu dans un grand hôtel le premier concours de beauté « 14 juillet ». Dans les rues piétonnes, petites voitures des quatre saisons, qui vendent glaces et colifichets, sont décorées de drapeaux tricolores et, en fin de journée, dans le parc Hibiya, au centre de Tokyo, retentissent dans un théâtre en plein air des refrains français, au cours d'un « croquet radiophonique ». Sans les drapeaux ni défilé militaire, à 18 000 kilomètres de France, les Japonais célèbrent à leur manière une fête nationale qui, a priori, ne les concerne pas plus qu'une autre. Le National Day américain ne suscite pas tant d'émotion.

C'est sans doute moins la France actuelle qu'ils fêtent qu'une « certaine idée de la France ». La France des lumières, berceau de la pensée éternelle dans la mesure où elle défendrait l'universel. Selon les archétypes du savoir nippon venu de l'Occident, la modernité est américaine, mais la culture demeure française. Le Japon a assimilé l'Occident, lit ses livres, admire ses tableaux, joue sa musique. Le « bureau des écrits barbares » de 1868, qui allait donner naissance à l'université impériale — a disparu tout comme la distinction de l'ère Meiji (1868-1912) : « Ame japonaise, technique occidentale ».

L'« âme japonaise », une notion que raffait déjà l'écrivain Soseki en 1905, n'est plus abyssale et indéchiffrable pour les « spécialistes », qui, à force d'opacité, l'ont rendue incongrue à leurs contemporains. Quant aux techniques, l'esprit d'invention semble si bien s'être déplacé qu'elles sont de moins en moins un apanage occidental. Alors que reste-t-il ? L'équivoque. Les Français regardent le Japon comme un géant économique, qui fait peur, et les Japonais s'obstinent à croire que la France n'est qu'un nain.

PHILIPPE PONS.

Dans un message à M. Giscard d'Estaing

LE PRÉSIDENT CHADLI SOUHAITE LA POURSUITE DU DIALOGUE ET DE LA CONCERTATION ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

De notre correspondant

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a envoyé vendredi soir, 13 juillet, un message à M. Giscard d'Estaing à l'occasion de la fête nationale française. Le ton de ce texte particulièrement cordial constitue un nouvel indice de l'évolution favorable des relations entre les deux pays après la visite officielle effectuée les 23 et 24 juin à Alger par M. François Poncelet.

« La densité particulière de nos rapports », écrit notamment le chef de l'Etat algérien, la richesse de nos liens culturels et humains, notre appartenance à une même région et les possibilités que nous offrent de larges complémentarités économiques sont autant d'éléments qui appellent la poursuite du dialogue et de la concertation en vue de donner aux relations entre nos deux pays une dimension et de nos légitimes préoccupations, et enfin d'ouvrir à la promotion de la liberté des peuples, de la justice et de la

Le Monde

Société

MÉDECINE

La loi britannique sur l'avortement va être modifiée dans un sens restrictif

La Chambre des communes britannique a adopté, vendredi 13 juillet, par 242 voix contre 98, un amendement déposé par le député conservateur John Corrie, aux termes duquel l'interruption de grossesse serait légale jusqu'à la vingtième semaine et non plus la vingt-huitième, comme le prévoyait la loi de 1967. Au cours de la discussion, il est cependant apparu que l'auteur de l'amendement accepterait d'étendre cette limite à vingt-quatre semaines, lors des travaux en commission qui vont se poursuivre. En outre, le texte devra être porté devant la Chambre des lords avant d'être

soumis de nouveau aux Communes pour une troisième lecture.

La presse anglaise de ce samedi 14 juillet estime qu'une bataille de procédure va ainsi s'engager, qui pourrait durer des semaines, voire des mois. De toute évidence, le débat ne sera pas seulement parlementaire : l'opinion anglaise est en effet sensibilisée à un certain nombre d'abus qui se sont manifestés dans ce domaine depuis des années. Le ministre de la Santé, le docteur Gerard Vaughan, a déclaré vendredi devant les Communes qu'il importait notamment de renforcer la clause de conscience dont dispose, sur cette question, le personnel médical.

Adoptée en 1967 après des débats retentissants, la loi anglaise avait fait figure, en Europe, de modèle pour tous ceux qui militaient en faveur d'une libéralisation totale de l'avortement. Elle autorisait en effet l'interruption de grossesse jusqu'à la vingt-huitième semaine, moyennant la signature de deux médecins. Elle se bornait en outre à indiquer que tout avortement serait désormais légal jusqu'à ce terme si la poursuite de la grossesse constituait un risque « pour la santé physique ou mentale de la femme » ou pour celle d'un autre enfant de la famille. C'est dire que la loi de 1967 rendait l'avortement totalement libre en Grande-Bretagne à un moment où toute l'Europe de l'Ouest conservait un appareil de législations répressives.

Aussi la pratique de l'interruption de grossesse privée d'Outre-Manche a-t-elle connu une année croissante : cinquante-cinq mille avortements en 1969, cent soixante mille en 1973. Sur ce chiffre, la proportion des étrangères était chaque année grandis-

sante (plus de vingt-cinq mille françaises en 1973, par exemple). En outre, des abus graves se manifestèrent, notamment l'organisation d'un trafic financier de vaste ampleur. Un certain nombre d'établissements privés « spécialisés », plus soucieux de rentabilité que de sécurité, avaient été le théâtre d'accidents graves, parfois mortels. La clause de conscience était insuffisamment respectée : les infirmières n'en bénéficiaient, dans la pratique, que si elles étaient catholiques. Quant aux jeunes médecins, leur accord leur était rarement demandé.

Depuis quelques années, un certain nombre de mesures ont été prises par le ministère britannique de la Santé, qui a fait fermer en particulier plusieurs dizaines de cliniques privées spécialisées. Des lignes se sont organisées, notamment la Society for the protection of unborn children (SPUC). A l'inverse, un courant se manifeste en faveur d'une libéralisation plus prononcée encore — et notamment d'une décriminalisation. Les tenants de ce courant font remarquer que la loi

est très inégalement appliquée sur le territoire britannique et en particulier que le service national de santé répond, dans certaines zones, à 90 % des demandes et dans d'autres à 10 % d'ou la nécessité d'un important recours au secteur privé.

Mais le débat actuel sera centré, comme on l'a constaté, vendredi, sur le terme légal de l'intervention. Il est clair, en effet, que la majorité des députés, soutenus par le gouvernement, souhaite voir ce terme abaissé au-dessous du seuil de viabilité du fœtus, seuil qui dépasse le terme de vingt-huit semaines. D'ores et déjà, sept propositions parlementaires ont été déposées en ce sens au cours des années précédentes (le Monde du 8 mars 1978). L'amendement adopté le 13 juillet a, semble-t-il, toutes les chances de modifier, cette fois définitivement, le texte de 1967. Les adversaires de la loi n'ont désarmé qu'un vœu symbolique, tant remporté une victoire symbolique.

CLAIRE BRISEET.

JUSTICE

ENFANTS DU DIVORCE

La troisième chambre du tribunal de grande instance de Lille, présidée par M. Henri Le Gall, a condamné par défaut Mme Margrethe Stockfleth, vingt-cinq ans, d'un an de prison et 100 000 F de dommages-intérêts, à un mandat d'arrêt a été lancé contre elle pour non-restitution d'enfant. D'origine allemande, Mme Stockfleth avait épousé en 1975 un sujet italien, M. Michel Cristofano, trentedeux ans. Le divorce fut prononcé en 1978, aux torts réciproques, mais la garde des trois enfants fut confiée au mari. La mère, installée depuis en Belgique, a été débusquée par le juge de l'octobre dernier, cherchant ses trois enfants en usant de son droit de visite. Depuis, M. Cristofano ne les a pas revus.

Le tribunal de grande instance de Bourges a, en outre, condamné M. Yvan Rava, poursuivi pour « non-restitution d'enfant », à dix mois de prison avec sursis. M. Rava, âgé de 35 ans, habitait à la garde de l'enfant, Pascal, à sa mère, Mme Regnaud, de Marseille-Les-Aubignys (Cher).

Après plusieurs fugues, Pascal, le 5 avril dernier, fait un séjour en Belgique, en auto-stop pour rejoindre son père, qui, depuis lors, refuse de le rendre à sa mère. Le procureur de la République, qui avait obtenu un mandat d'arrêt, a obtenu une peine de prison avec sursis. Jugement le 19 juillet.

APRÈS UNE JOURNÉE « PORTES OUVERTES » ORGANISÉE DANS UNE USINE PAR DES SYNDICATS

Le député-maire communiste de Corbeil est inculpé de violation de domicile

M. Roger Combrisson, maire de Corbeil (Essonne), député (P.C.), et sa première adjointe, Mme Aline Marti, vice-présidente du conseil général de l'Essonne, ont été inculpés, jeudi 12 juillet, de « violation de domicile », après une plainte déposée par la direction de la papeterie Chapelle-Darblay, à Corbeil (le Monde du 24 septembre 1977). La direction de l'entreprise entendait ainsi protester contre la façon dont s'était déroulée, le 6 mars 1977, une journée « portes ouvertes », à l'initiative des syndicats.

En organisant cette journée, ces organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la papeterie Chapelle-Darblay) entendaient protester contre les modalités de réorganisation de leur société, au sein de laquelle le groupe Paribus venait de se porter majoritaire. Quelques deux mille personnes avaient répondu à l'appel des sections syndicales de cette usine, et parmi elles M. Roger Combrisson et Mme Aline Marti.

Dès leur arrivée, un huissier convoqué par la direction de l'entreprise dressait un constat de « violation de domicile », pièce majeure d'une plainte invalidée en

octobre 1978 en raison de l'immunité dont bénéficie M. Combrisson durant les sessions parlementaires. Pourtant, le parquet de Paris, après que son homologues d'Essonne se fut désisté, a désigné un juge d'instruction qui a signifié leur inculpation le 12 juillet à Mme Marti et à M. Combrisson.

Paradoxalement c'est le plaignant qui semble le plus étonné de ce rebondissement dont il n'était même pas informé. « C'est une vieille affaire, indique Bernard Lang, directeur de la papeterie. En ce qui nous concerne, nous la tenons pour close et du seul ressort de la justice, mais nous n'y sommes pas attachés. » Pour sa part, M. Combrisson estime que « la violation de domicile est un prétexte, étant donné les conditions dans lesquelles les faits se sont déroulés. Lorsque nous sommes entrés, il y avait déjà près de mille personnes. Ce qui est donc mis en cause, c'est notre responsabilité d'usage quant à une manifestation de solidarité normale. C'est un problème politique de fond. Paribus nous poursuit alors que nous dénonçons la mainmise sur le secteur de l'imprimerie et de la papeterie qui lui permet de liquider Darblay, le gouvernement n'a-t-il pas à laisser faire la pluie et le beau temps ? C'est à ce titre que l'affaire prend une valeur exemplaire. »

STÉPHANE BUGAT.

TRANSPORTS

L'administration américaine autorise les DC-10 à reprendre l'air mais rend plus strictes les inspections

Washington. — M. Langhorne Bond, directeur de l'Agence fédérale de l'aviation (F.A.A.), a annoncé le 13 juillet qu'il autoriserait les DC-10 à reprendre l'air. M. Bond a précisé qu'il avait pris cette décision après l'enquête la plus approfondie qu'il ait faite sur un appareil dans toute l'histoire de l'aviation. « Nous avons résolu les problèmes de sécurité posés par la tragique accident de Chicago », a-t-il dit. « Bondi et nous avons mis au point des mesures très strictes pour que cela n'arrive plus jamais. »

De notre correspondante

La F.A.A. a en même temps publié un document qui précise les conditions dans lesquelles les appareils sont de nouveau autorisés à voler. Ce document indique que des inspections devront avoir lieu entre cent et trois mille heures de vol, selon les divers organes de l'appareil. Ces inspections concernent surtout le moteur des réacteurs, c'est-à-dire la principale cause de l'accident de Chicago. Le document précise que certaines de ces inspections pourront nécessiter jusqu'à cinquante heures.

Devant l'émotion provoquée par l'accident de Chicago, le plus grave de l'histoire de l'aviation commerciale américaine, et les pressions des associations de consommateurs et de passagers, la F.A.A. avait décidé d'interdire de vol les DC-10, d'abord provisoirement, puis pour une durée illimitée le 8 juillet.

Pour les huit compagnies aériennes américaines équipées de DC-10, cette décision était extrêmement grave. Avec leurs trente-huit appareils elles transportaient 12 % des passagers des lignes américaines. Chaque jour, il y avait une moyenne de quatre cent cinquante vols de DC-10 sur le territoire des États-Unis. Selon l'association des transporteurs aériens, les huit compagnies ont perdu, en moyenne, 2 millions et demi de dollars par jour et ont dû licencier temporairement près de trois mille employés.

Depuis deux semaines, la polémique faisait rage entre American Airlines, à laquelle appar-

tenait l'appareil détruit à Chicago, McDonnell Douglas et la F.A.A. L'organisme fédéral assurait de la preuve que l'accident de Chicago était dû à des négligences des services d'entretien d'American Airlines. La compagnie, elle, se retournait contre le constructeur.

Cette confusion a été portée à son comble lorsque, le 9 juillet, la F.A.A. révélait que des fissures semblables à celles qui avaient été détectées sur plusieurs DC-10 venaient d'être découvertes sur un Boeing-747 de Pan Am. Evidemment la compagnie s'est précipitée pour préciser que les fissures ne compromettaient rien à la sécurité de l'appareil et que, d'ailleurs, elle avait déjà fait remplacer les pièces défectueuses.

Il y a quelques jours, McDonnell Douglas avait levé l'interdiction de vol, annonçant qu'il lancerait une campagne de publicité de plusieurs millions de dollars pour calmer le « riot » d'un appareil, précisait-il, « qui a transporté depuis 1971, deux cent vingt millions de passagers ».

NICOLE BERNHEIM.

Abus de pouvoir et négligences techniques

Après bien des atermoiements, les États-Unis ouvrent leur ciel aux DC-10. L'Europe d'abord, les autres pays ensuite — le dernier date fut le Japon — avaient déjà levé au cours des dernières semaines cette interdiction de vol (1). Au départ, personne ne pensait que la « mise en quarantaine » imposée à la firme McDonnell-Douglas et à de nombreuses compagnies de transport serait aussi longue, compte tenu de la désorganisation du trafic qu'elle ne manquera pas de provoquer et des pertes de recettes qui en résulteraient pour les compagnies aériennes.

Au fil des semaines, cette affaire a fini par prendre un vif ton. Après Concordie et l'Airbus, voilà qu'un troisième avion — le DC-10 — risquait d'empoisonner les relations aéronautiques entre les États-Unis et certains de leurs partenaires. La Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) n'avait-elle pas récemment soutenu que le gouvernement américain avait l'obligation juridique, conformément à la convention de Chicago et aux accords bilatéraux, d'autoriser les transports aériens à reprendre l'exploitation du triporteur de McDonnell-Douglas ?

Ce différend, né autour de la rampe en exploitation du DC-10, « lombait » d'autant plus mal que le climat aéronautique s'était assourci ces derniers mois du fait de la volonté des États-Unis d'imposer à leurs partenaires une nouvelle politique du transport aérien, assise sur le principe du « ciel ouvert ». C'est-à-dire

de la libre concurrence. Aux yeux de certains, l'affaire du DC-10 démontre, une nouvelle fois, de manière éloquent, le caractère des autorités américaines d'abus de leur position dominante pour imposer leurs vues à leurs partenaires moins puissants qu'eux et souvent divisés.

Au demeurant, d'aucuns ont établi — peut-être non sans quelque fondement — un rapport entre l'accident du DC-10 et la politique de « dérégulation ». Les responsables aéronautiques conviennent, en effet, que des négligences d'entretien sont probablement à l'origine de la catastrophe de Chicago. Des observateurs ont aussitôt fait remarquer qu'il en était ainsi parce que les compagnies américaines, prises au piège de la concurrence à tout va, sont maintenant obligées d'économiser sur tout, et notamment sur la sécurité.

Il n'en demeure pas moins qu'en dehors de ces causes conjuguées l'accident de Chicago pourrait avoir pour origine des défauts de conception du DC-10. La concurrence — toujours elle — entre les constructeurs américains pour la commercialisation d'un avion gros porteur a peut-être conduit à certaines négligences que, à l'époque, l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) n'a pas su — ou n'a pas voulu — déceler, accordant trop rapidement à ce nouveau appareil le certificat de navigabilité.

La F.A.A. a-t-elle voulu se faire

pardonner ses erreurs du passé en manifestant aujourd'hui une rigueur à toute épreuve ? Néanmoins, cette administration ne sort pas grande gagnante de cette affaire tout au long de laquelle elle a semblé « flotter », soumise à la pression des uns et des autres, multipliant dans ses démarches, faux pas et contradictions.

Une fois encore, l'affaire du DC-10 révèle la puissance des consommateurs constitués en groupements organisés qui avaient mis en branle la machine à l'usage américain dont on sait la lourdeur et la complexité. On a pu en juger par Concordie. En choisissant de faire traîner les choses en longueur, un défaut peut en cacher un autre. — La F.A.A. a peut-être voulu prévenir la réaction de l'opinion publique d'outre-Atlantique.

Les comptes devraient maintenant se régler entre les compagnies aériennes, les constructeurs aéronautiques et l'administration américaine. Une affaire toute banale de dommages-intérêts qui oblige à faire remonter — les responsabilités. Après les experts techniques, le parole est maintenant aux experts financiers.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Toutes les compagnies propriétaires de DC-10 ont été pénalisées, mais surtout la société britannique Laker, qui exploite à partir de Londres un « train du ciel » vers New-York et Los Angeles. Laker, qui devait reprendre ses vols vers les États-Unis le 14 juillet, estime avoir perdu 7 millions de livres (88 millions de francs).

L'interview de M. Hoveyda et le droit de critique

Mme Christine Ockrent, journaliste à FR 3, qui avait recueilli, le 29 mars, une interview de l'ancien premier ministre du Iran, M. Abolmouza Ali Khatami, a été citée le 7 avril, dans sa cellule et en présence d'un magistrat du ministère public et d'un membre du conseil d'administration de la radio, le 5 avril sur FR 3, à obtenu, vendredi 13 juillet, devant la première chambre du tribunal civil de Paris, trois fois 1 franc de dommages-intérêts dans les procès Hoveyda et Khatami contre les journalistes du Figaro et de l'Aurore, MM. Max Clos et Jacques Guillemet-Brunel, et contre M. Denis Clair, président du Comité français de la presse (le Monde du 15 juin).

Le tribunal constate que l'interview de M. Hoveyda a été faite à l'été 1977 par Christine Ockrent, journaliste du Figaro, et qu'elle a été diffusée dans le journal L'Express le 15 juin 1977. Le tribunal constate que l'interview de M. Hoveyda a été faite à l'été 1977 par Christine Ockrent, journaliste du Figaro, et qu'elle a été diffusée dans le journal L'Express le 15 juin 1977.

public, en répondant à des questions posées relatives à un complot supposé passer par lequel il aurait voulu éliminer Khatami.

Les expressions très sévères utilisées pour stigmatiser le comportement de la journaliste visent à empêcher la diffusion d'informations qui ont été qualifiées de « fausses », la nature des questions qu'elle a posées et la façon dont elle a choisi de les poser et de les traiter. Le tribunal constate que l'interview de M. Hoveyda a été faite à l'été 1977 par Christine Ockrent, journaliste du Figaro, et qu'elle a été diffusée dans le journal L'Express le 15 juin 1977.

Mais le droit de critique, conclut le tribunal, excède la limite permise lorsqu'il présente, par exemple, une information dans des conditions défectueuses.

FAITS ET JUGEMENTS

Propos racistes et menaces de mort.

M. Frudhomme, président de la section grenobloise de la Ligue des droits de l'homme, vient de déposer deux plaintes, l'une contre M. Robert Mosnier, président de la Ligue des droits de l'homme, et l'autre contre M. Robert Mosnier, pour « propos racistes », l'autre contre M. Robert Mosnier, pour « menaces de mort sous conditions ».

Il est reproché à M. Mosnier d'avoir déclaré, le 12 juin dernier, au cours de l'assemblée générale de la chambre des métiers : « Je regrette la présence des immigrés dans la capitale lyonnaise et je pense que leur dispersion pourrait redorer le blason de la cité lyonnaise. » Après avoir déposé plainte contre ces propos, le 8 juillet, M. Frudhomme affirme avoir reçu de nombreux coups de téléphone anonymes le menaçant de mort s'il ne retirait pas cette plainte. C'est pourquoi il a déposé une nouvelle plainte pour menaces de mort. M. Mosnier nie avoir tenu des propos racistes et être au courant des menaces de mort.

Six Guinéens, âgés de trente à quarante et un ans, qui avaient été violemment manifestés, le 21 septembre 1977, avec une cinquantaine de compatriotes, leur opposition au régime du président Sékou Touré, devant l'ambassade de Guinée à Paris, rue Emile-Ménier (16^e) (le Monde du 30 septembre 1977), ont été condamnés, vendredi 13 juillet, par la sixième chambre du tribunal correctionnel de Paris pour « outrages à l'armée » envers M. Abdoulaye N'Daw, consul de Guinée à Paris, qui avait été roué de coups pendant cette manifestation. Trois des prévenus ont été condamnés à huit jours d'emprisonnement ferme — couverts par la détention provisoire, qui, à l'époque, avait duré plus d'un mois — et 600 F d'amende. Les trois autres se sont vu assigner la même peine, assortie du sursis.

UN SUICIDE

Mme Danièle Geiger, vingt-huit ans, s'est suicidée par le feu dans sa chambre, vendredi 13 juillet. C'est un promeneur qui a découvert le corps auprès duquel se trouvait un bidon vide. Mme Geiger avait été licenciée il y a trois mois, pour raisons économiques, de l'entreprise où elle était employée comme analyste programmatrice.

Trois auxiliaires puéricultures condamnées. Trois des six jeunes femmes qui avaient comparu le 8 juin devant le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour n'avoir pas exercé une surveillance suffisante sur Christine C. quinze mois, morte accidentellement dans une crèche d'Aubervilliers (le Monde du 10-11 juin), ont été condamnées à 1 000 francs d'amende avec sursis, une condamnation qui ne figurera pas sur leur casier judiciaire. La directrice par intérim de la crèche a été relaxée, ainsi que deux autres aides-puéricultures.

M. Gérard Clévy, qui avait agressé le 14 juin l'écrivain Jean-Paul Sartre au domicile parisien de celui-ci, a été relaxé vendredi 13 juillet par le tribunal correctionnel de Paris (le Monde du 6 juillet). Jugé « en état de démence » par les experts psychiatriques du tribunal, M. Gérard Clévy, qui avait l'habitude de solliciter l'aide matérielle du philosophe, sera interné dans un établissement médical fermé. Le 14 juin, il avait tenté de « taper » M. Jean-Paul Sartre, et, devant le refus de celui-ci, l'avait violemment frappé à plusieurs reprises.

RELIGION

LA FONDATRICE DES PETITES SŒURS DES PAUVRES VA ÊTRE BÉATIFIÉE

Plusieurs décrets concernant des causes de béatification ou de canonisation viennent d'être approuvés par Jean-Paul II. Ils se rapportent à des Français (deux), des Italiens (trois) et un Canadien. Parmi les personnes reconnues bienheureuses figurent : Alain de Solminihac (1599-1659), évêque de Cahors, et Jeanne Jugan, fondatrice des Petites Sœurs des pauvres (1727-1879). Un Italien va être canonisé. Il s'agit du Frère Crispino da Viterbo (1588-1750), capucin, qui avait été béatifié par Pie VII en 1806.

CATASTROPHES

Après l'incendie de Saragosse

LA RÉGLEMENTATION SUR LA SÉCURITÉ HOTELIÈRE EST JUGÉE INSUFFISANTE

Saragosse (A.F.P.). — Les autorités espagnoles, dans le premier rapport officiel sur l'incendie de l'hôtel Corona de Aragón, qui a fait, le 12 juillet, selon le dernier bilan, soixante-deux morts, trois disparus, huit blessés graves et cinquante blessés légers, mettent l'accent sur le rôle joué dans la rapide propagation du sinistre par les conduites de ventilation et l'escalier central. Selon ce rapport, le feu a pris au rez-de-chaussée dans une frénésie à laquelle ont succédé 20 litres d'huile.

« Les employés, dit le rapport, ont tenté d'éteindre les flammes à l'aide d'extincteurs, mais le feu, alimenté par les motifs en plastique du bar, s'est rapidement propagé aux étages supérieurs, prenant de très grandes proportions en raison de la combustion des matériaux employés dans la construction. »

Ce sinistre et l'organisation des secours ont provoqué de vives critiques politiques en Espagne, notamment entre la mairie de Saragosse, les pompiers et l'association des hôteliers. La catastrophe a mis en évidence la faiblesse de la réglementation nationale concernant les règles de sécurité dans l'hôtellerie, qui restent à la discrétion des municipalités.

Le Monde

festival

The nuit à Véron

Les dans la nuit... (Texte descriptif du festival de musique à Véron, mentionnant des artistes comme M. Francis B... et des genres musicaux variés.)

Ce festival est... (Texte descriptif continu du festival, évoquant l'atmosphère et les performances.)

Les voix... (Texte descriptif concernant des performances vocales ou des artistes spécifiques.)

Cinéma

THE KIDS ARE ALL RIGHT, avec

Un film... (Texte critique ou descriptif du film 'The Kids Are All Right', mentionnant des acteurs et des thèmes.)

50 من الأصل



CHOMAGE

Prostituée

« C'ÉTAIT ça ou le chômage. » Luca a choisi l'ombre des platanes du boulevard de la Madeleine. A d'autres les habits colorés, les orgues de mariage, les chœurs offerts. Luca ressemble aux Parisiennes qui se promènent. Seul le regard plus aigu, le sac qui se balance...

— Et la première fois ?
— J'ai fait le vide. Je ne voulais pas penser. Après...
— Vous êtes une prostituée maintenant.
— Non. Enfin. Je ne viens pas tous les jours. Quand j'arrive à 4 000 francs, j'arrête. Vingt rencontres. Un petit mois de cinq jours. Il me reste du temps.

« Il faut
que j'y aille... »

— Luce ne paraît pas ses quarante ans. Elle parle doucement de son divorce, de son fils lycéen, des rares amis qui souvent.

« Mais avant ? »

— Huit ans à assembler des transistors miniatures en bonlieue. Puis ont fermé l'atelier. J'ai cherché un mois, deux mois... Je n'ai rien trouvé.

— Et les allocations chômage, les agences pour l'emploi, les petites annonces ?

— Oh ! maintenant... Il faut que j'y aille. Je reste le moins de temps possible ici. »

ALAIN LAVILLE

Les débordements du divin

ther mué en prédicateur des dimanches de la télé-
vision, aux innombrables « enfants de mai 68
qui ont jeté à la poubelle leur détroque de révolu-
tionnaires pour revêtir, en Amérique ou ici, la
surplis des Enfants de Marie, de Moon ou de Har-
Krishna; à genoux hier devant Mao, à genoux
aujourd'hui devant d'aussi douteuses idoles.

« Je préfère ne prendre qu'un exemple : celui de *Tel Quel*. Philippe Sollers me reprochera encore de m'acharner sur lui. C'est que son importance n'est pas son intérêt sur celui de la fameuse grammaire mais sur son rôle de médiateur entre le monde dans son bocal ; il suit comme elle les variations atmosphériques. Mais il les suit avec une prestesse et une extrême. Il est sage et sain de changer, d'évoluer avec le monde. Mais la « pensée - *Tel Quel* » a cette caractéristique d'être une pensée plus rapide que la pensée, et qui semble se retourner avant même d'être pensée. Elle est une pensée qui se tourne sur elle-même, elle est tour à tour érudite et érudite, elle est érudite, à ce ton docte et assuré qui l'ait fait sans transition ni réflexion, passer de l'enseignement du mot à celui, non moins impérieux, du noir.

« Cette « danse de Saint-Guy » des intellectuels français entre 1920 et aujourd'hui que je décrirais avec le mot de *Tel Quel* Philippe Sollers, son grognement en donne une vision exemplaire et typique, parce que comme l'homme à l'accélérateur : un mouvement de montagnes russes qui deviennent monts-et-descentes, puis montagnes juifs-chrétiens-monts-juifs. Cela donne à l'observateur le vertige de la précipitation d'un précepte à un précepte. Il y a sept ans que

juin 1971 (à l'époque où Solenn publiait son inoubliable *Fort du matérialisme*), on lisait une vive attaque contre les « soi-disant valeurs éternelles » en fait bourgeoises et châtimentes, « Liberté » en tête » qui se terminait sur le cri de : « Vive l'assaut ! » et la pensée de Mao Tse-tung ! ». Tel quel, aujourd'hui, ce document soudain pointilleusement chrétien et soigneusement orthodoxe.

« L'œuvre (plus sérieuse, elle) de René Girard (qui n'en peut mais de l'utilisation que font les nouveaux dévots de ses travaux) devient le prétexte d'une cocasse inquisition. Qu'étonne son s-

généré par exemple à envisager les problèmes de l'islamisme et les hypothèses qu'étendit Girard à partir de la Bible, en se plaçant dans la perspective des religions dans leur ensemble et non uniquement dans la religion judéo-chrétienne, se rendrait compréhensible ce dit *Qui Quoi*, de la « commodité » d'émouvoir, de la méfiance nationaliste en bégayant un vaste syncrétisme où tous les grands textes sacrés de l'humanité seraient confondus à l'aveugle.

un bien profond « retour au divin ». Il ne s'agit pas d'une soudaine mutation ou permutation de l'esprit, mais d'une modification superficielle de la mode du langage politique. Et il s'agit, je le crains, plutôt que d'un « supplément d'âme », d'apporter au temporel, d'un changement de voca-

— De Voltaire à Maurras, et du culte de l'Étranger suprême à la « religion de l'avenir » de Renan, du monothéisme de Bernard-Henri Lévy à la messe des chefs d'État qui pensent que le maintien de l'ordre vaut bien une généralisation, l'absence de tout des « savants » a souvent soutenu la nécessité d'une foi pour les « ignorants » : une religion bonne « pour le peuple », très utile, parce qu'elle offre des cadres rigides et des préceptes normatifs, et une incrédulité réservée aux élites.

» Marx s'affligeait de constater, d'une part, l'existence d'une société politique féroce, soumise à des lois d'airain totalement dépourvues de spiritualité, et, d'autre part, celle d'un domaine qui demeurait : *le point d'honneur spiritualiste, l'esprit d'un monde sans esprit, le cœur d'un monde sans cœur* : la religion. Il entrevoyait, dans un flou messianique, la réconciliation de l'humanité avec elle-même, qui s'accomplirait par le socialisme. Ce socialisme promettait par la « fin de l'histoire » réintroduit dans la réalité vécue ce cœur, cet esprit, et cette spiritualité jusqu'à présent absents du

(Lire la suite page 15.)

Les débordements du divin

(Suite de la page 9.)

— La première ne semble être de définir ce mot si vague de « spiritualité ». Comme plusieurs vocables dont la richesse de contenu provoque l'ambiguïté, le mot *spirituel* est un de ces termes fourre-tout où il y a en effet tout, parce qu'il tend à exprimer, sans pouvoir le cerner, la complexité de l'esprit humain. Dans l'usage qui en est fait couramment, on peut distinguer, me semble-t-il, deux éclairages et deux sens différents, sinon contradictoires : d'une part, la spiritualité comme expérience, perception d'états reçus, subis ou recherchés. Le spirituel en ceci est du domaine de la psychologie (étant entendu que toute psychologie, comme toute esthétique, renvoie à une métaphysique). Et d'autre part, ce qu'on désigne, faite de mieux, par l'expression de « valeurs spirituelles » c'est-à-dire la nécessité de choisir à laquelle est soumis l'animal temporel, à qui sa finitude impose une échelle des préférences dans son emploi du temps et dans l'emploi de sa vie : une échelle de valeurs. Les échelons les plus élevés ne pouvant être scientifiquement délimités, ils ne peuvent apparaître supérieurs spirituellement que si l'éthique, comme la peinture telle que la définissait Vinci, était *cosa mentale*. Le spirituel, ici désigne donc le domaine de la morale, d'un code régissant les actes humains.

Les témoins de l'invisible

— Savez-vous qu'il y a une « nouvelle spiritualité », comme une « nouvelle droite », de « nouveaux philosophes » et de « nouveaux romanciers » ? Mais elle ne date pas d'aujourd'hui. On baptise ainsi le mysticisme de Fénelon et de Mme Guyon. Il est vrai que nous ne sommes pas en mesure de la spiritualité est toujours liée au religieux. En fait, la religion n'est pas forcément liée au monothéisme ou au polythéisme. Il y a des religions qui n'invoquent aucun dieu — les trois religions chinoises, par exemple. L'élément le moins indispensable à l'établissement et au succès d'une grande religion, c'est probablement la croyance à l'existence d'êtres surnaturels, du moins celle de ce qu'on nomme Dieu. André Banaon peut écrire à juste titre que le bouddhisme refuse de croire à l'existence d'un « Dieu créateur et souverain de l'univers, éternel et omnipotent », et qu'on a pu donc le définir comme « une religion athée ». A.M. Esnoul constate dans son domaine que les « dieux » de l'hindouïsme, multiples, impermanents, qui semblent se dissoudre à peine ont-ils apparus, « nous entraînent loin de l'atmosphère théiste », loin des clergés séculiers, des prophètes et des messianismes laïques.

— L'expérience des états intérieurs, des ravissements, des illuminations mystiques, du « sentiment océanique » dont parle Freud, ou des « extases » dont rendait compte Jean de Ruusbroeck, Hugo von Hofmannsthal ou Henri Michaux, par exemple, n'est-elle en rien d'essentielle à une religion ? La surprise n'est pas qu'un homme, incapable de trouver d'autres mots que les plus vagues pour exprimer un état intérieur qu'il a ressenti, parle d'un Dieu qui l'habite, ou qu'il rencontre. Le ciel et l'enfer, avant d'être des lieux mythiques, sont des certitudes expérimentales. L'expérience intime de chaque être humain,

la concordance et l'abondance des témoignages de ceux qui ont traversé, même fugitivement, la lumière des paradis ou connu les angousses de la géhenne, la possibilité de mesurer les corrélations physiques des sujets en état de paix intérieure ou de crise violente (ralentissement ou accélération du souffle et du rythme cardiaque, modifications du rythme alpha et des sécrétions glandulaires, etc.), tout cela incline à refuser de taxer *a priori* d'imposture les témoins qui déposent en faveur de l'invisible.

— Prenant, à dessein, des exemples de climats intérieurs plus modestes que l'illumination, l'extase ou le ravissement, Wittgenstein constatait que la sensation de bonheur que donne le fait de se promener par un beau jour d'été, ou le sentiment de se sentir en paix, en sécurité, d'avoir sa conscience pour soi, ou — à l'inverse — le sentiment de culpabilité, constituent des expériences indéniablement concrètes, mais indicibles. L'expression *vertébrale* que nous leur donnons, dit-il, est un *non-sens*.

— Il suffit d'avoir, comme tout un chacun, été soudain allégué par ces visitations et ensablé par ces éphémères pour lesquelles « on ne trouve pas de mots », pour ne pas songer à contester le témoignage de ceux qui, employant les signifiants religieux que leur culture leur propose, parlent de leur « rencontre avec Dieu », de Pascal au « Dieu est Dieu, nom de Dieu ! » de Maurice Clavel, de Victor Hugo, autour de « Dieu » à Diderot, Decou, autour de « Il fait Dieu », de Jean de la Croix, qui se fonde en Dieu, à André Frossard qui le rencontre, etc.

— On s'étonne seulement qu'à partir de cela on puisse déduire et professer tant de croyances aussi contradictoires entre elles que catégoriques et péremptories.

— Vous faites beaucoup d'honneur à ces *exhibitions* qui voudraient nous faire prendre les colonnes des journaux pour les colonnes du temple.

— Si un homme me dit : « J'ai vu Dieu », je consens à le croire sur parole, même sans croire en Dieu, en sachant que tout langage est symbole, et cette façon de parler parabolique. S'il ajoute : « Et en conséquence je crois à l'immortalité », « Conception et à l'Infaillibilité Pontificale », j'épouse totalement la pensée de Wittgenstein. Il est sans doute le plus important des philosophes modernes (et le plus méthodiquement ignoré en France).

— Il apparaît que Wittgenstein a connu toute sa vie des expériences « spirituelles ». Mais toute sa vie aussi il a refusé de confondre ces expériences avec sa pensée, et il a constamment pratiqué avec rigueur la séparation du spirituel et du rationnel. En matière de religion, remarquait-il, ne pas croire à un dogme auquel adhère un « croyant » n'est pas une « opinion contradictoire » de la sienne. Il s'agit de deux modes de pensée autres, de deux plans qui n'ont pas le moindre rapport.

— N'est-ce pas ce que l'on peut retrouver chez vous ? D'une part, il y a une *Claude Boy* rationaliste qui poursuit une critique de la religion, disons dans la ligne de Feuerbach et Marx. D'autre part, dans plusieurs de vos œuvres, aussi bien les autobiographies que le récent roman *La Traversée du pont des Arts* ou le poème *Soleil-tu si nous sommes encore loin de la mer ?* on trouve des expériences spirituelles. On peut même dire qu'elles y jouent un très grand rôle.

— Il me paraît simplement honnête de constater, d'une part, que « Ça (me) parle » et, de l'autre, que toute tentative de traduction de cette obscure parole intime aboutit obligatoirement, dans le meilleur des cas, à l'auto-illusion, dans le pire des cas à la ventriloquie des clergés et des clergés qui font parler Dieu, ou les dieux. Ils utilisent des mots soi-disant sacrés « divins » pour assurer le pouvoir d'une loi dont ils sont à la fois les rédacteurs rusés, les représentants patarés et les exécutants asservis, quand ce n'est pas les auteurs à la Khémény.

— Qu'il s'agisse des sommaires religions séculières de notre temps, de l'hindouïsme au marxisme ou d'édifices religieux plus riches de contenus et plus complexes, comme le catholicisme romain, l'aboutissement inéluctable de la traduction idéologique des « expériences spirituelles », c'est l'« Abêtissement », de Pascal à Mao. Les récentes générations maoïstes en France ont traversé l'expérience, fort peu « spirituelle », du fidéisme le plus grossier. « J'ai soutenu », écrit T. Gramscel, la position *scandaleuse* qu'il fallait appliquer la pensée de Mao même quand on ne l'avait pas comprise.

— La foi maoïste à Paris (celle de Pékin doit être différente), se voulait si ardente qu'elle dédaignait de s'enquérir même de la réalité qui aurait pu la mettre en péril : « Prochaine », écrivait J.-P. Dollé, *voulait dire dans mon esprit, que j'avais choisi le vrai communisme. Ce qui se passait en Chine ne m'intéressait absolument pas*. Un des auteurs de l'ange, Christian Jambet, déclare : « Il faut concevoir le maoïsme en France comme l'expérience d'une illumination plus que comme une expérience politique ».

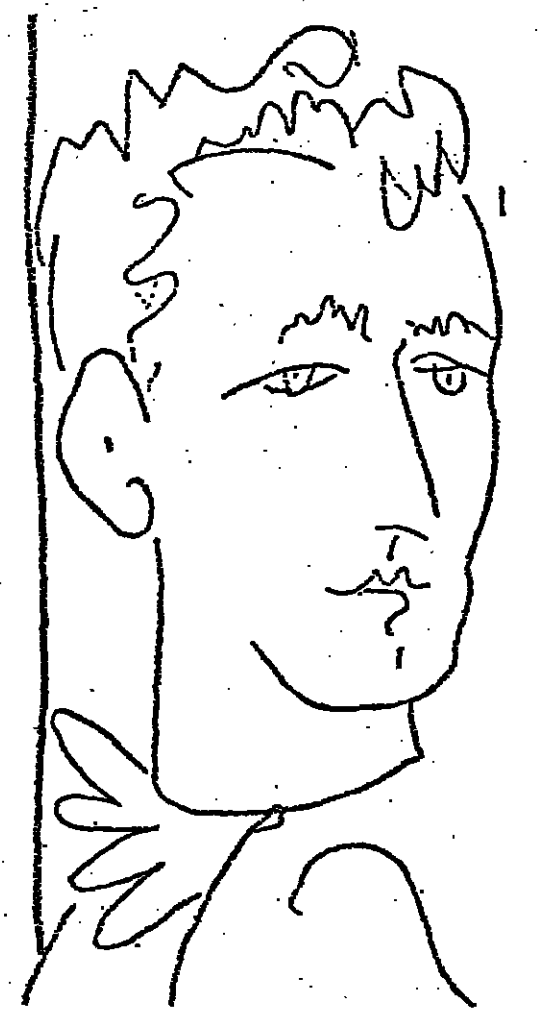
Ignace de Loyola, déjà...

— Il fallait pour adhérer à une foi aussi allémente consentir à imiter ces religions de l'extase et du vide qui exigent de leurs fidèles qu'elles annihilent la pensée, par des moyens souvent grossiers, mais efficaces. « Nous désirons de toutes nos forces », écrit un des plus lucides rescapés de l'aventure, Jean-Pierre Le Dantec, nous désigner dans l'histoire et gélir complètement notre esprit trop familier des gymnastiques intellectuelles... Nous ne lions plus rien... » Heureux les pauvres d'esprit, car ils sont les élus de la révolution « prolétarienne », telle aurait pu être notre devise (...). L'un d'entre nous lança avec violence cette métaphore inutile : « Il faut parvenir à faire de son cerveau une casserole vide ! »

— Jean-Pierre Dollé confirme le témoignage de Le Dantec : « Début 1969, on avait le droit de lire Marx, mais ce ne fut même plus toléré, car c'était fait, preuve d'intellectualisme. On lisait *Mon Tue-les-mois*, puis vint le moment où le Premier Livre rouge fut lu... »

— C'était là, en fait, reprendre une grande tradition « spirituelle », dont l'avant-dernier avatar fut le stalinisme, qui imposait à ses militants de voir poir ce qui était blanc, de voir un « chef bien aimé » là où il y avait Staline et de se débiter à effacement que la seule réalité connue fut celle que l'Etat avait autorisé à reconnaître.

— Cette « ascèse » est proprement religieuse. C'est celle qu'illustre Ignace de Loyola dans ses *Exercices spirituels* au chapitre « Règles à observer pour avoir le sens vrai qui doit être le nôtre dans l'Eglise militante ». La trinité régit si-



★ Dessin de JEAN COCTEAU.

pule : « Pour tomber juste en tout, il faut toujours être prêt, devant ce que voit, le vide blanc, à croire que c'est noir, si l'Eglise hiérarchique le décide ainsi. » Et Loyola poursuit : « A travers cette décision de l'Eglise qui contredit le jugement et le sentiment, la foi découvre l'action de l'Esprit. Le croyant fait alors l'expérience suprême de dépouillement et de la soumission qu'il identifie à l'expérience de l'amour. Celui-ci rend seul capable, en effet, de se tenir totalement soi-même pour adopter les vues et les desirs de Dieu que l'on aime sans le voir ni le sentir. »

— La spiritualité politique, qui aboutit à la pratique de la « casserole vide » ou du « doltisme provoqué », d'Ignace de Loyola, ne sert en définitive qu'un politique. « Je suis le spirituel, agnostique - vous, obéissez-vous ! », murmure le tyran, qu'il appelle Dominique, le Grand Inquisiteur, Hitler, Staline, Mao, Kim Il Sung ou Khomény.

— Et quand on lui objecte que sa « foi qui sauve » a perdu, trop de zèle, de futilité et de pendus pour être salvatrice, il sort triomphalement ses certificats de spiritualité, ses livres savants et son catéchisme. « Ma politique est spirituelle, obéissez-moi ! »

Propos recueillis par
ROGER GRENIER.

FEUILLETON

ATAR-GULL LIVRE TROISIÈME CHAPITRE TROIS LA CAGE A POULES

Le sinistre pirate Brulart, à bord de « la Hyène », s'est enquis du brick du négrier Benoît, « la Catherine ». Après avoir abandonné l'infortuné capitaine sur une chaloupe en pleine mer, il inspecte le « chargement » de « la Catherine » et fait la connaissance d'Atar-Gull, l'un des Noirs prisonniers, qui a tenté de se suicider. Puis il décide de punir sévèrement l'un de ses matelots, le Grand-Sec, qui a osé embrasser deux négresses qu'il s'était réservées.

« M... AIS d'abord... il faut faire une petite promenade, mon garçon... ça t'ouvrira l'appétit pour souper... Mettez-le à cheval », dit Brulart en montrant le malheureux Grand-Sec.

Et ce fut une grande joie à bord du brick. Car si l'on comptait trouver parmi ces gens pitoyables ou commiseration, c'était fautive.

Une punition, ça aide à passer le temps, car les cris du condamné égayaient un peu... mais tout cela ne valait pas une mort... oh ! une mort !... parce que, voyez-vous, à une mort on héritait... ce n'était pas tous les jours fête !

Enfin, dix minutes après, le Grand-Sec faisait sa promenade à cheval. C'est-à-dire qu'on lui avait mis une barre de cabestan entre les jambes, après l'avoir exhaussé de manière que ses pieds ne touchaient pas terre ; de plus pendait à chaque jambe, à défaut de boulets, un des lourds papiers de feu M. Benoît, et enfin, selon l'ordre du capitaine, on imprimait au cabestan un mouvement rapide de rotation à peu près comme celui d'un jeu de bague ; la seule différence consistait en ceci qu'au lieu d'avoir les pieds appuyés sur des étriers le Grand-Sec les avait tirillés par deux poids de 100 livres chacun.

Ansai les articulations commencent à craquer et à se détendre, comme s'il eût été écharné. Il criait, il criait, et ses plaintes étaient aiguës, convulsives et saccadées.

« Vois-tu, Grand-Sec, dit l'un en riant aux autres, tu es dans ta croissance... »

— Hne... hne donc ! pique donc ton cheval, Grand-Sec... tu as pourtant de fameux éperons... disait un autre, en montrant les deux masses de bronze qui allaient arracher et séparer la jambe de la culasse.

— Tu t'engageras comme tambour-major de cavalerie, car, vrai, tu as grandi de 20 pouces ! » criait un troisième.

Enfin, c'était un feu croisé de quolibets et de hurlements de douleur atroce.

Brulart reprit sa conversation avec le Malais.

« Tu dis donc qu'il y a deux morisauds qui ne veulent pas monter ? »

— Je ne dis pas *veulent*, capitaine, je dis *peuvent*, vu qu'elles sont mortes.

— Diable... et est-ce des hommes ?

— Il y en a une qui n'était pas malade... l'autre comme ça... un peu malade.

— Et le troisième mouru déjà... tonnerre du diable ! qu'elles n'allaient pas se mettre à jouer ce jeu-là... Est-ce de chaler ou de faire ?

— Je crois que c'est de chaler et de faire.

— D'ailleurs ce sont de suite du faux pont, ça me gênerait les autres.

— C'est bien vu, capitaine, car elles commencent déjà à s'avaler.

Dix minutes après, deux matelots parurent sur le pont, portant les cadavres des négresses... enveloppés, ou à peu près, dans une pagne.

On allait les jeter par-dessus le bord... « Un instant », dit Brulart.

Et on les laissa tomber sur le pont, qui résonna soudainement.

Un cri plaintif et faible sembla sortir d'un des linéols.

Les matelots se regardèrent.

« Ce h... de Malais s'est sans doute trompé, dit Brulart, il l'aura crue finie, et elle n'est peut-être qu'en train... voyons... »

Et il tira violemment la pagne qui entourait à peine une des deux négresses.

Un tout jeune enfant tomba du sein de sa mère, où il était attaché.

(C'était une des deux négresses ayant un petit porcé sur la face Van-Hop, vous savez.)

Cette frêle et chétive créature redoublait ses faibles cris... et s'accrochait au corps de sa pauvre mère, qui ne pouvait plus l'entendre !

Brulart en fit presque attention.

« Toi, le Malais, dit-il, va chercher en bas l'autre négresse qui a un enfant et monte-le ici... »

Et il prit le négrier dans ses larges et grandes mains.

La négresse monta toute tremblante, croyant qu'on allait la battre, et serrant son fils entre ses bras.

Quand elle vit les deux cadavres, elle poussa un cri triste et doux, s'agenouilla et se prit à chanter quelques paroles d'une mélodie singulière...

« Toi, le Malais, dit Brulart, apprends-lui qu'elle n'est pas là pour sécher des antennes, mais pour prendre ce négrier et le nourrir avec le sien... »

Le Malais lui présentant l'enfant :

« Tiens, lui dit-il en caressant le chef pâle l'ordonne de partager ton lait entre ton fils et celui-ci... »

La jeune femme le regarda avec étonnement, et répondit en secouant la tête :

« Oh ! non, je ne puis ; cet enfant, vois-tu, est le premier-né d'une vierge... »

— Qu'est-ce que cela fait ?

— Oh ! non, je ne puis. Sa mère est morte... Elle est allée au grand krak de là-haut ! Il faut que son enfant meure avec elle... sans cela, si le serviteur d'un grand krak... la pauvre mère, si ce n'est son enfant ?... Il faut qu'il meure ! Le premier fils d'une vierge jamais ne doit quitter sa mère... »

Et la jeune femme reprit son chant triste et doux, puis baissa le petit enfant qui lui souriait en lui tendant ses bras.

Le Malais traduisait cette conversation à Brulart.

« Ah ! bah... tout ça m'embête... Va au grand krak... Alors, ça vaut mieux pour toi... »

Et le négrier voltigea au-dessus du bord et disparut...

« Quant à elle, pour m'avoir résisté, fais-lui un peu tambouriner les reins... »

On se mit à battre la pauvre négresse, et quelquefois avançant les bras en avant pour garantir son négrier des atteintes du fouet, il en repart quelques coups, et la mère, je vous jure, criait plus pour lui que pour elle.

Ses cris se mêlèrent à ceux du Grand-Sec, à la grande joie de l'équipage, qui trouvait le concert complet.

Enfin, comme l'homme à cheval perdait connaissance, on arrêta.

On le descendit.

Mais on le coucha sur le pont, car il ne pouvait se tenir debout.

« Il est plus fatigué que s'il avait fait dix lieues... le bon cavalier, dit un plaisant, il n'a pourtant pas été secoué... »

— Silence, chausse ! », dit Brulart.

On fit silence.

Le brick et la goélette marchaient toujours de conserve, la brise était fraîche et le soleil se couchait éblouissant, pas un nuage, un ciel pur et chaud, une mer douce et calme.

« Vous avez tous vu, continua le capitaine, ce monstre qui vient de descendre de cheval ; il avait masqué à mon ordre, et vous savez de quel bois le pays ordinairement ces fautes-là... aujourd'hui je veux être bon enfant... »

L'équipage frémit.

« Je veux, au lieu de le punir, le récompenser... »

Les matelots se regardèrent, et trois des plus intrépides pâlirent...

Le Monde

économie

MARCHÉ MONÉTAIRE

La hausse des taux s'accroît

La hausse des taux s'accroît et les marchés financiers continuent de réagir. Les rendements des obligations d'Etat ont augmenté de 0,05 %, de 11,45 % pour la durée de 10 ans à 11,50 % pour la durée de 12 ans. Dans les conditions actuelles, les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux. Les banques ont également augmenté leurs taux de prêt, ce qui a entraîné une hausse des taux de crédit. Les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux.

La hausse des taux s'accroît et les marchés financiers continuent de réagir. Les rendements des obligations d'Etat ont augmenté de 0,05 %, de 11,45 % pour la durée de 10 ans à 11,50 % pour la durée de 12 ans. Dans les conditions actuelles, les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux. Les banques ont également augmenté leurs taux de prêt, ce qui a entraîné une hausse des taux de crédit. Les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux.

La hausse des taux s'accroît et les marchés financiers continuent de réagir. Les rendements des obligations d'Etat ont augmenté de 0,05 %, de 11,45 % pour la durée de 10 ans à 11,50 % pour la durée de 12 ans. Dans les conditions actuelles, les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux. Les banques ont également augmenté leurs taux de prêt, ce qui a entraîné une hausse des taux de crédit. Les investisseurs se sentent obligés de se tourner vers des placements à court terme, ce qui explique la hausse des taux.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	6 J	13 J
Or en barre	4120	4120
Or en lingots	4120	4120
Or en pièces	4120	4120
Or en poudre	4120	4120
Or en sautoir	4120	4120
Or en bijoux	4120	4120
Or en dentiers	4120	4120
Or en bijoux	4120	4120
Or en dentiers	4120	4120

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	9 juillet	10 juillet	11 juillet	12 juillet
Termes	170 847 241	200 463 976	155 186 649	135 688 686
Compte	98 034 713	133 416 013	103 348 307	101 749 881
Actions	70 259 967	72 140 245	72 627 710	65 370 685
Total	339 241 921	405 020 234	331 160 666	302 789 052

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COÛTS DES VALEURS FRANÇAISES

	HAUSSES (%)	BAISSES (%)
Alstom	3,6	
Alcatel	3,3	
Alsthom	3,3	
Alcatel	3,3	
Alsthom	3,3	
Alcatel	3,3	
Alsthom	3,3	
Alcatel	3,3	
Alsthom	3,3	

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Le relèvement du taux des prêts hypothécaires est repoussé au 1^{er} janvier

Hausse des prix de 1,7 % en juin

L'indice britannique des prix de détail a augmenté de 1,7 % en juin, ce qui porte son taux annuel de hausse à 11,4 % (10,3 % en mai).

Cette augmentation ne prend pas en compte le relèvement, au taux uniforme de 15 %, de la T.V.A. annoncé le 12 juin lors de la présentation du budget. Le coût de la vie avait rattrapé de 0,8 % en mai, de 1,7 % en avril, de 0,8 % en mars comme en février, et de 1,5 % en janvier. Selon les prévisions du ministère des affaires sociales, l'inflation devrait atteindre le taux annuel de 17,5 % à la fin de 1979, mais ce taux risque, pour les milieux financiers, d'être plus proche de 20 %. La hausse des prix avait été contenue en dessous de 10 % pendant toute l'année 1978 et les trois premiers mois de 1979.

De notre correspondant

Londres. — La décision des sociétés immobilières (Building Society) d'ajourner à janvier 1980 la hausse du taux des prêts hypothécaires représente un succès — provisoire — pour Mme Thatcher. Sans transiger sur le principe du néolibéralisme, en refusant notamment d'intervenir pour éviter, à quelque cinq millions de futurs propriétaires, d'être pénalisés par la majoration de 11,75 % à 13 % primitivement annoncée. Le premier ministre avait invité ses sociétés à coopérer avec le gouvernement pour le succès de sa politique économique (le Monde du 7 juillet).

Cet effort de persuasion a atteint son objectif : les sociétés ont décidé que la hausse des prêts, limitée à 12,50 %, ne serait pas appliquée avant le 1^{er} janvier 1980. En même temps, elles ont décidé d'augmenter de 8 % à 8,75 % le taux d'intérêt versé aux investisseurs, afin d'attirer les dépôts qui leur permettent de répondre à la demande croissante des emprunteurs.

La décision des sociétés repose essentiellement sur l'espoir et peut-être sur les garanties officiellement données par le gouvernement que, d'ici la fin de l'année, le taux de l'escompte, passé de 12 % à 14 % dans le budget, sera ramené à 12 %.

Henri Pierre.

Les investissements fixes britanniques ont diminué de 4 % au premier trimestre 1979 par rapport au trimestre précédent. Toutefois, pour l'ensemble des deux trimestres, la diminution n'a été que de 1 % par rapport aux six mois précédents.

MONNAIES

LES NOUVELLES BASES D'ÉVALUATION DU BILAN DE LA BANQUE DE FRANCE

FONT RESSORTIR UNE PLUS-VALUE SUR L'OR SUPÉRIEURE À 21 MILLIARDS DE FRANCS

La situation hebdomadaire de la Banque de France, arrêtée au 5 juillet 1979, est affectée par la réévaluation de l'or, des devises, des écarts et des droits de tirage spéciaux intervenus le 20 juin 1979. Les nouveaux chiffres ressortent de base d'évaluation des avoirs extérieurs à l'institut d'émission pour le second semestre de cette année.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

	26/6	5/7
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	139 747	157 838
Fonds de stabilisation	7 379	6 581
2) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	17 491	21 781
3) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
4) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
5) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
6) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
7) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
8) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
9) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
10) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
11) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
12) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
13) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
14) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
15) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
16) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
17) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
18) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
19) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
20) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
21) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
22) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
23) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
24) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
25) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
26) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
27) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
28) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
29) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
30) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
31) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
32) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
33) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
34) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
35) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
36) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
37) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
38) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
39) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
40) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
41) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
42) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
43) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
44) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
45) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
46) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
47) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
48) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
49) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
50) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
51) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
52) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
53) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
54) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
55) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
56) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
57) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
58) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
59) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
60) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
61) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
62) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
63) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
64) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
65) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
66) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
67) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
68) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
69) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
70) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
71) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
72) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
73) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
74) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
75) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
76) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
77) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
78) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
79) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
80) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
81) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
82) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
83) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
84) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
85) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
86) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
87) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
88) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
89) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
90) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
91) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
92) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
93) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
94) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
95) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
96) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
97) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
98) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
99) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484
100) CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	14 958	18 484

LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Le bon cheval

(Suite de la première page.)

Un autre aspect est peu connu : jusqu'ici, le réflexe des gouvernements (surtout aux États-Unis et au Japon, mais en Europe aussi) a été d'adopter le choc et de ne le répercuter que partiellement, sur le consommateur direct. Laissons de côté les questions d'équité sociale et de vérité des prix, nous pouvons nous rappeler que la subvention ingénue à un produit rare a souvent été l'objet de soupçons « supérieurs » de notre part, lorsqu'elle était le fait de pays moins développés (par exemple, subvention du prix de la viande, en Pologne et en Espagne). Aucune critique de ce genre n'a été formulée, lorsqu'il a été annoncé, tout récemment, que la taxe intérieure ne serait pas augmentée, ou qu'il, en francs constants, équivaut à une diminution, donc à une subvention.

Il y a plus : depuis plusieurs années, les Arabes et surtout les Algériens, se sont plaints des impôts européens sur l'essence, dont le montant, disent-ils, devrait leur revenir. En d'autres termes, il s'agit de savoir si la taxe (inévitabile, puisque la consommation doit être limitée) sera payée au-dessus ou au-dessous. Les Gribouilles occidentaux, Carter en tête, ont préféré la payer au-dessus ; nous avons vu le résultat sur le marché d'Amsterdam et nous le verrons davantage.

Sans doute, le poids de la France n'est pas suffisant pour la véritable grande réponse : desserrer le moulin coulant que nous avons tressé autour de notre cou. Mais nous devons aller au-devant, puisque nous sommes les plus pauvres en énergie. Jusqu'ici, en matière d'emploi, nous sommes tous crispés sur les positions acquises. Si cette attitude avait prévalu, au siècle précédent, nous serions encore les hommes des carrières et des femmes des bureaux à linge en main. Le nouveau, aujourd'hui, est que les forces de résistance conservatrice ont acquis une dimension extravagante. Seule une puissante lumière peut venir à bout et nous tourner vers les réalités d'aujourd'hui et de demain.

ALFRED SAUVY.

La Commission européenne s'attend à une baisse des revenus

(Suite de la première page.)

« Tous sont conscients que c'est la seule voie possible, et même que les programmes de stabilisation des importations et d'encadrement du marché, décidés à Tokyo, ne constituent encore qu'une première étape », commente un haut fonctionnaire de la Commission.

On ne relève donc, pour l'instant, du côté européen, aucune suspicion quant à la détermination des partenaires américain et japonais. On considère que les objectifs souscrits par les États-Unis et par la Communauté sont de portée équivalente, et que la volonté de les atteindre est aussi forte de chaque côté de l'Atlantique. On est, certes, conscient que la mise en œuvre du programme de Tokyo soulève des problèmes techniques parfois considérables : ainsi les mesures de surveillance des marchés libres impliquent un effort administratif important.

Il est vrai aussi, sur le plan politique, que la répartition par État membre du plafond d'importations, fixé pour les Neuf à 470 millions de tonnes par an, provoquera inévitablement du tirage. On semble toutefois convaincu, à Bruxelles comme à Washington, que de telles difficultés pourront être surmontées rapidement et que l'ensemble du programme de Tokyo pourra devenir opérationnel vers la fin de l'année.

Afin de parfaire cet édifice d'harmonie transatlantique, M. Haferkamp a souligné que la Communauté était justifiée satisfaction de la façon dont les États-Unis procédaient à la transposition dans leur législation nationale des engagements pris lors des négociations commerciales multilatérales (N.O.M.). Il s'est félicité des « efforts énormes » accomplis par l'administration pour convaincre le Congrès d'agir en ce sens.

EXCUSES AMÉRICAINES

Les États-Unis auraient présenté officiellement leurs excuses, le vendredi 13 juillet, à la Communauté européenne pour avoir appliqué, sans consultations préalables, une subvention de 5 dollars par baril de fuel importé. Cette mesure, a déclaré la presse M. Richard Cooper, sous-secrétaire d'État, « était fautive et était de notre part une faute de ne pas avoir consulté nos partenaires européens ».

Quant à la subvention, elle reste en vigueur. Au reste, il ne s'agit pas d'une subvention mais, a précisé M. Cooper, « de la correction d'une anomalie sur le marché pétrolier américain ».

(A.F.P.)



(Dessin de KONK.)

AFFAIRES

La société Carboxyque, filiale commune de L'Air Liquide et des Fromageries Bel est sanctionnée pour abus de position dominante

Sur la plainte d'un petit producteur de gaz carbonique du Sud-Est, la Liquidation de l'Air, la commission de la concurrence vient d'infliger à la société Carboxyque, filiale commune de L'Air Liquide et des Fromageries Bel, une amende de 1 million de francs pour « discrimination révoltant l'intention de porter atteinte à la capacité concurrentielle d'une autre entreprise ». En clair, le motif de l'infraction ainsi sanctionnée est « l'abus de position dominante », puisque la Carboxyque française, qui produit 60 % du gaz carbonique en France (au premier stade), contre 30 % pour la SIAC, du groupe Rhône-Poulenc, a pratiqué une sorte de dumping aux dépens d'un très petit concurrent qui refusait une entente sur la clientèle et sur les prix.

La commission, appuyée par le ministre de l'économie, M. Monory,

SOCIAL

LA C.F.D.T. PRÉCISE SES POSITIONS À L'ÉGARD DU TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Mme Jeannette Laot, secrétaire nationale de la C.F.D.T., a tenu à dissiper, jeudi 12 juillet, « les ambiguïtés du discours pétrolier » au moment des négociations engagées sur les problèmes d'aménagement du temps de travail. Elle a jugé « inadmissible » les tentatives de développer le travail à temps partiel pour les femmes comme si cette pratique pouvait permettre notamment la réduction du chômage, dans l'immédiat, peut répondre aux aspirations de certaines catégories de travailleuses — mères ou pères de jeunes enfants — ou d'étudiantes, salariées ou salariées approchant de la retraite ou personnes handicapées — qui devraient avoir le droit de prioritaire, sur le plan législatif, de l'exiger des employeurs et de reprendre un emploi à temps plein quand elles le désirent. Mais, selon la C.F.D.T., les plus démunies n'ont pas financièrement la possibilité d'accéder à ce mode de travail.

Mme Laot s'est élevée d'autre part contre une extension de la liste des magasins autorisés à ouvrir le dimanche.

Les voyageurs, représentants et placiers Force ouvrière réclament une remise en ordre de la caisse de retraite complémentaire des V.P.P. (R.P.P.V.P.P.) qui, disent-ils, est dans la situation d'une entreprise en cessation de paiement en raison de la diminution du nombre des cotisants. Les V.P.P. Force ouvrière demandent à faire partie de la caisse des cadres (ACORC).

Pour avoir séquestré leur directeur, M. Claude Bataille, P.D.G. de l'usine Peugeot (mécaniques) à Plessis-Bellou, dans l'Oise, lors d'un conflit social le 31 mars 1978, trois délégués syndicaux C.F.D.T. et un délégué C.G.T. ont été condamnés, le vendredi 13 juillet, par le tribunal correctionnel de Senlis, à trois mois de prison avec sursis. M. Bataille a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts.

VILLARS SUISSE

La station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m d'altitude, à 20 minutes de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arboré privé, avec environnement protégé, quelques

APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUES DE CINQ À HUIT APPARTEMENTS SEULEMENT

Avec prestations les plus raffinées

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70 % sur 20 ans. Intérêt 5 % Directement du constructeur :

IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.

Casa poste 62 - CH-1884 VILLARS-SUR-OLON
Tél 025/35 31 41 et 35 22 06.

هكذا من الأصل

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Bourses étrangères

NEW-YORK

Le chaud et le froid ont tour à tour agité le marché, qui a finalement été fortement haussé, l'indice des industriels passant de 126 points à 133,53.

Les marchés des opérations, il est vrai, ont été marqués par une certaine nervosité. La décision de la Banque d'Amérique de réduire la production de pétrole et les informations selon lesquelles le président Carter aurait mis au point des mesures énergétiques pour faire face à la crise énergétique avaient fait remonter l'appréhension du « Big Board ».

Les investisseurs ont été rassurés par la politique actuelle en matière monétaire, puis la confirmation par la Maison Blanche d'une récession à peu près inévitable d'ici la fin de l'année a entraîné une certaine détente.

Les investisseurs ont été rassurés par la politique actuelle en matière monétaire, puis la confirmation par la Maison Blanche d'une récession à peu près inévitable d'ici la fin de l'année a entraîné une certaine détente.

Les investisseurs ont été rassurés par la politique actuelle en matière monétaire, puis la confirmation par la Maison Blanche d'une récession à peu près inévitable d'ici la fin de l'année a entraîné une certaine détente.

LONDRES

Affecté par le manque d'affaires, le marché de Londres a été très calme, à l'exception d'une chute de l'action de la compagnie pétrolière.

Indices « F.T. » du 13 juillet : minuscule, 158,8 (contre 157,8) ; Fonds d'Etat, 72,94 (contre 72,97).

Les craintes inflationnistes, accrues par la montée des prix de gros et du coût de la vie en juin, ont pesé sur la publication du bilan mensuel de la Banque d'Angleterre. L'augmentation des crédits n'était pas, il est vrai, de nature à faire sortir les investisseurs de leur réserve.

Aux pétroles, les rumeurs selon lesquelles l'Etat s'apprêterait à vendre sa participation dans B.P. ont provoqué une chute de l'action de la compagnie pétrolière.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar en attente

Dans des marchés nettement plus calmes, l'évolution des cours des monnaies, et notamment celle du DOLLAR, a été placée sous le signe de l'attente : celle d'un discours du président Carter d'urgence que le président Carter doit prononcer dimanche soir, après avoir annoncé la semaine dernière le dollar, dont le cours sur le marché des changes a été consolidé sur les records antérieurs.

Stable au début de semaine, la monnaie américaine a rechuté assez fortement mercredi, revenant à son niveau de fin de semaine de l'année sur la place de Francfort (1,3250 DM). Cette chute traduit la scepticisme des milieux financiers internationaux sur les résultats à attendre des entretiens du président Carter avec les nombreuses personnalités dont il sollicite les avis : « La monnaie, une fois de plus, va s'accrocher d'une mauvaise figure et est encore assez éloignée de son « sentier de divergence » (la « monnaie »), cela en raison de la faiblesse du DOLLAR, de la « COUPE » de l'indice des prix de gros, de l'augmentation des taux d'intérêt, et de la hausse du dollar, qui a entraîné l'élévation des taux d'intérêt à l'étranger.

Sur le marché de l'or, qui a enregistré un comportement sur celui du dollar, le cours de l'once a peu varié aux alentours de 290 dollars. Un nouveau record a bien été établi jeudi à 290,75 dollars, mais vendredi soir on retombait à 290,45 dollars.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Yen	Lièvre
Londres	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
New-York	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
Paris	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
Bruxelles	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
Amsterdam	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
Milan	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

Titre	Valeur
Alstom	125,00
Bois	125,00
Chemins de fer	125,00
Electricité	125,00
Industrie	125,00
Navigation	125,00
Pétrole	125,00
Services	125,00
Transport	125,00
Travaux publics	125,00

BOURSE DE PARIS

Un peu de hausse... quand même

SINGULIERE semaine que celle qui vient de s'achever à la Bourse de Paris, marquée à son début par un regain d'optimisme apparemment assez injustifié, et à la fin par un retour au « marais » dont les effets, bizarrement, n'ont été que faiblement ressentis au niveau des cours. Vous avez dit « bizarre » ? Comment ne pourrait-on, en effet, s'attendre des soubresauts cabriolets faites lundi par de nombreux titres — l'Institut Mérieux en tête, resté incantable devant l'afflux de la demande, suivi par les Avions Marcel Dassault dont le « décollage » (+10 %) retint l'attention générale, — dans un marché redevenu mieux orienté sans raison véritable ?

Comment aussi se l'interrogerait-on pas au vu de la fièvre de hausse qui devait, le lendemain mardi, s'emparer du marché, toujours sans aucune raison valable, avec Mérieux encore en vedette (+17,46 %) et des dizaines d'autres valeurs en plein boom ?

Mercredi, tout rentra dans l'ordre, de façon tout aussi inexplicable qu'allait l'être, jeudi, le soudain « coup de noir » dont les boursiers devaient être victimes, et la forte résistance à la baisse pourtant offerte par les valeurs françaises ?

Il n'y eut finalement que la séance de vendredi dont le déroulement offrit quelque logique, avec un rythme d'échanges ralenti et de l'effacement à la clé. Rien de plus normal : les banques avaient fermé leurs portes à midi, et les rangs des opérateurs s'étaient un peu plus éclaircis avec les nouveaux grands départs en vacances. Bref, les dégâts causés à la cote furent en grande partie préservés, l'indice instantané enregistrant 2 % de hausse d'un vendredi à l'autre.

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du blé et du plomb

METALLS. — Les cours du plomb ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

Pour la première fois depuis le mois de janvier, les cours du cuivre ont été ramenés en dessous de 800 livres la tonne. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 13 juillet 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

NEW-YORK. — Les cours du blé ont chuté de 15 % à Londres. Un producteur américain a été amené à la majorité de 4 cents par livre de prix de son métal. Les achats pour le compte des pays de l'Europe orientale, ont pratiquement cessé.

MARCHÉ MONÉTAIRE

La hausse des taux s'accélère

La course à la hausse s'est poursuivie ces derniers jours sur les marchés financiers, tant en France, où la Banque de France a relevé de nouveau et fortement ses taux d'intervention, qu'en Europe, où la Bundesbank et la Banque centrale des Pays-Bas ont majoré leur taux d'escompte de, respectivement, 1 % et 0,5 %.

À Paris, l'Institut d'émission a ajouté près d'un point (entre 3/4 % et 1/8 %, au niveau de ses opérations de prêt du Trésor, qui atteignent 1 1/2 % à un mois, 3/4 % à trois mois et 9/8 % à six mois. Le taux de l'argent sur le marché a suivi, passant de 3/4 % à 9/8 % au jour le jour ; à terme, la hausse a été forte également, puisqu'à un mois les taux sont passés de 10 % contre 9 % à 9 1/4 % la semaine dernière, et que la dernière adjudication de bons du Trésor à dix-huit mois s'est effectuée à 11,04 %, le 11 juillet, contre 9,86 % le 20 juin.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

9 juillet 10 juillet 11 juillet 12 juillet 13 juillet

Termes ... 170 947 241 200 463 976 155 186 649 135 688 686 119 715 118

Compt. ... 70 259 987 72 140 245 72 827 710 65 370 865 54 330 008

R et obl. ... 86 034 713 133 416 013 103 346 307 101 749 691 134 492 080

Actions. ... 100,7 102,4 102 102,3 102

Total ... 339 241 921 406 020 234 331 160 666 302 789 625 308 527 806

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978)

France ... 105,8 106,7 107,6 108,3 108

Etranger ... 127,1 128,6 129,6 130,7 131,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1978)

Tendance ... 100,7 102,4 102 102,3 102

Ind. gén. ... 93,6 95 95,8 96,2 96,4

Les plus fortes variations de cours des valeurs françaises

HAUSSES (%)

13 juil. Dir. 13 juil. Dir.

Institut Mérieux ... 523 + 36,6 Alstom ... 63,5 + 11,4

Majorie ... 855 + 19,5 Prêt ... 102,5 + 10,1

Avions M. Dassault ... 845 + 17,7 Europe ... 102,5 + 10,1

Michels ... 868 + 11,2 Rhône-Poulenc ... 129,1 + 5,3

(*) Compte tenu du coupon de 27,50 F.

BAISSES (%)

Ciments français ... 127 - 9,3 C.F.P. ... 127,1 - 6,1

Elf Aquitaine ... 848 - 7,7

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

LES INVESTISSEMENTS NE S'ACCROISSENT PAS

QUE DE 2 % CESTE AN

CONJONCTURE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

— Amérique latine et culture

LA PRISE D'OTAGES A L'AMBASSADE D'EGYPTE A ANKARA

Le Caire tient l'O.L.P. «avec toutes ses composantes» pour responsable de l'attaque

La prise d'otages à l'ambassade égyptienne d'Ankara a été revendiquée par les Aigles de la révolution, une organisation terroriste palestinienne parrainée par la Saïda (d'obédience syrienne). Les Aigles de la révolution sont responsables d'une série d'attentats perpétrés à la suite des accords de Camp David, dont celui commis au début de l'année contre le Foyer des étudiants juifs, à Paris. L'O.L.P. s'est cependant totalement dissociée du commando.

● A TEL-AVIV, M. Yossef Burg, ministre israélien de l'Intérieur, a affirmé que la prise d'otages d'Ankara était «une conséquence directe» de la rencontre Kriksky-Brandt-Arafat, à Vienne. Il a souligné que «les dirigeants de l'Internationale socialiste ont commis là une erreur magistrale, reconnue et encouragée l'Internationale terroriste».

● AU CAIRE, M. Moustapha Khalil, le premier ministre égyptien, a affirmé que l'Egypte tenait l'O.L.P. «avec toutes ses composantes» pour responsable de l'attaque. «L'Egypte, a-t-il poursuivi, adoptera de sévères mesures de rétorsion à l'encontre des agresseurs (de l'ambassade) et prendra toutes ses dispositions pour protéger ses ressortissants partout dans le monde».

Les forces de sécurité turques ont resserré ce samedi leur dispositif autour de l'ambassade égyptienne, où restent détenues dix-huit personnes — dont onze Égyptiens et sept employés turcs.

De notre correspondant

Ankara. — L'attaque d'un commando palestinien contre l'ambassade d'Egypte à Ankara, située sur l'artère principale de la ville, a suscité une vive émotion en Turquie. Tandis que le bâtiment de l'ambassade d'Egypte, dont la porte arrière donne sur l'ambassade de France, était cerné par les forces de l'ordre qui avaient rejoints par des unités de l'élite ainsi que par des unités de commandos militaires, le premier ministre, M. Ecevit, le ministre de l'Intérieur, M. Gencel, ainsi que le chef d'état-major des armées le général Evren, formaient l'état-major de crise, se rendant sur les lieux, siégeant en permanence dans un bâtiment contigu à l'ambassade.

Les hommes du commando, qui avaient tué, par des rafales de mitraillettes, deux policiers turcs de garde devant l'ambassade avant de s'emparer du bâtiment de la chancellerie, ont pris en otage une vingtaine de personnes, dont sept Turcs. Parmi ces personnes figure l'ambassadeur d'Egypte, M. Ahmed Kamal el-Din. Les forces de l'ordre du commando palestinien, les forces de sécurité turques ont essayé de reprendre le contrôle de l'ambassade. Mais elles abandonnèrent rapidement leur tentative, probablement à la suite d'une demande du gouvernement égyptien qui aurait souhaité que tout soit fait pour tenter de négocier.

Vers midi, les membres du commando jetaient par la fenêtre la liste de leurs revendications : rupture de tous liens avec le gouvernement de Sadate le «traître» libération de deux détenus palestiniens en Egypte : Joseph Selim Abdallah et Ibrahim Dahli ; mise à leur disposition d'un car pour aller à l'aéroport. Faute de quoi, le commando ferait sauter le bâtiment avec les otages. Samedi matin, on affirmait que deux otages de nationalité égyptienne avaient réussi à s'échapper en sautant par la fenêtre. Vers sept heures, deux autres otages se jetaient par une fenêtre du dernier étage de l'ambassade. Un otage, M. Hassan Gamal, le chauffeur de l'attaché militaire, est décédé à l'hôpital des suites de sa blessure. Le deuxième otage, M. Ali Phabont, un des gardes égyptiens de l'ambassade, semblait hors de danger.

Ce samedi matin, les négociations se poursuivaient. Selon l'agence semi-officielle d'Anatolie, les autorités auraient indiqué au commando qu'il était possible de négocier.

Les hommes du commando, qui avaient tué, par des rafales de mitraillettes, deux policiers turcs de garde devant l'ambassade avant de s'emparer du bâtiment de la chancellerie, ont pris en otage une vingtaine de personnes, dont sept Turcs. Parmi ces personnes figure l'ambassadeur d'Egypte, M. Ahmed Kamal el-Din. Les forces de l'ordre du commando palestinien, les forces de sécurité turques ont essayé de reprendre le contrôle de l'ambassade. Mais elles abandonnèrent rapidement leur tentative, probablement à la suite d'une demande du gouvernement égyptien qui aurait souhaité que tout soit fait pour tenter de négocier.

Le numéro du « Monde » du 14 juillet 1979 a été tiré à 531.141 exemplaires.

A Berne

L'UNION INTERPARLEMENTAIRE CONDAMNE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE LATINE

(De notre correspondant.)

Berne. — Une commission spéciale de l'Union interparlementaire présidée par M. Rodrigo Madrid Nieto (Costa-Rica) s'est réunie les 12 et 13 juillet à Genève pour examiner la situation des droits de l'homme en Amérique latine. Après avoir entendu les témoignages de divers anciens parlementaires du Chili, d'Argentine et d'Uruguay, la commission a constaté que la mise en place dans le continent sud de régimes répressifs fondés sur la doctrine dite de sécurité nationale, avait mené à la suppression de l'état de droit.

La commission a également passé en revue la longue liste des atteintes aux droits de l'homme. Ainsi les assassinats sont devenus pratiques courantes dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Argentine, au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador. L'Argentine a encore été mise sur la sellette à propos du problème des disparus dont M. Hipólito Solari Yrigoyen, ancien sénateur radical, a évalué le nombre à plus de quinze mille. L'union interparlementaire a aussi reçu des témoignages sur les tortures et les mauvais traitements infligés aux détenus en Argentine, au Chili, au Nicaragua, au Salvador et en Uruguay.

J.-C. B.

A Auckland

Victoire « historique » du XV de France sur les All Blacks (24-19)

Auckland (A.F.P.). — L'équipe de France de rugby a pris sa revanche du premier test-match en battant la Nouvelle-Zélande, par 24 points à 19, samedi 14 juillet, à l'Eden-Park d'Auckland. C'est la première fois de son histoire que l'équipe de France de rugby bat les All Blacks en Nouvelle-Zélande.

Cette victoire inattendue permet au quinze de France, défait nettement une semaine plus tôt, à Christchurch (23 à 9), de faire jeu égal, une victoire partout, après le deuxième et dernier test de la tournée.

En dépit de la large première victoire des All Blacks, la grande foule était déplacée à l'Eden-Park d'Auckland, où les cinquante-sept mille places avaient été vendues malgré le très mince crédit accordé aux Français. C'est en effet une équipe transformée qui a imposé son jeu, son style, son « french flair », pour gagner 24 à 19, en marquant quatre essais contre deux en contrôlant pratiquement toujours la partie et obtenant son premier succès en terre néo-zélandaise, après six tentatives infructueuses en 1961 (trois fois) et en 1968 (trois fois). Face aux impressionnants avants au maillot noir, on savait en effet que le seul salut des Français résidait dans l'ouverture à l'entraine, afin de sortir les All Blacks d'un schéma de jeu classique qui leur convient si bien. C'est ce à quoi ils s'employèrent tout d'abord, qui tint fort bien la route en mêlées fermées, en touchant, dans les regroupements. Pourtant, si les visiteurs ouvraient le score par une pénalité transformée par Jean-Michel Paraguet (dixième minute), ce sont les Néo-Zélandais qui menaient après la première demi-heure grâce à un essai de S. Wilson et

une pénalité de son homonyme Ewan Wilson (7 à 3). Jérôme Gallion égalisait pour la France en inscrivant un premier essai (trente-huitième minute) suivi d'un second, juste avant la mi-temps (quarante-troisième minute). C'est alors que successivement en rendant les Néo-Zélandais fous par leurs attaques, leurs improvisations, les Français se dégageaient par un essai d'Avroux (quarante-troisième minute), un drop de Caussade (cinquante-septième minute) et un quatrième essai de Codorniu (soixante-troisième minute) transformé par Caussade. Avec quatorze points d'avance, il restait à tenir. Ce que firent les Français crâneusement.

Ils s'accrochèrent à leur bien par une défense héroïque. Ils concédèrent une pénalité et un essai transformé de Mourie (quatre-vingt-troisième minute), mais restaient debout.

L'équipe de France a sauvé sa tournée en Nouvelle-Zélande en partageant les tests. Elle dispose désormais d'une base de départ solide pour repartir l'hiver prochain à l'assaut du grand chelem.

PLUSIEURS MESURES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE LA BAIE DE LA SOMME

(De notre correspondant.)

Amiens. — Plusieurs mesures en faveur de la côte picarde ont été récemment annoncées à Abbeville par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. Parmi elles, l'acquisition du domaine du Hable-d'Ault (70 hectares) pour le placer en réserve naturelle, procédure également suivie pour la réserve de chasse historique qui va de la baie de Somme à la baie d'Authie ; étude, par le directeur de la protection de la nature en liaison avec le conservatoire du littoral, de l'avenir de l'ensemble du littoral de Marquenterre pour assurer la protection des dunes, de la flore et de la faune.

« La pollution de la plage de Saint-Vaast-sur-Somme », l'embouchure de la Somme, est une affaire très grave dont la solution sera très coûteuse, a affirmé M. d'Ornano. Si l'on veut réduire la pollution en baie de Somme, il faut commencer par amont, c'est-à-dire à Amiens. A été ajoutée que l'Etat était prêt à engager des crédits pour cette opération, mais il faut lui fournir un plan de financement réaliste afin que des décisions de principe puissent être prises avant la fin de l'année. — M. C.

GUY PORTE

(1) Selon une base conventionnelle, on considère que le sol est saturé à 150 centimètres de profondeur.

(2) Adresse du comité : B.P. 26-13-200, Aix-les-Milles.

Le « Wishful Thinking » des parlementaires de langue française

De notre correspondant

Genève. — L'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) a été créée le 13 juillet, au dixième anniversaire de la fondation de la langue française, par une assemblée générale, plus spécialement consacrée aux institutions internationales établies à Genève. L'A.I.P.L.F., a notamment exprimé le souhait que « la langue et l'anglais, seules langues de travail du secrétariat des Nations unies, soient placés sur un véritable pied d'égalité, cette égalité devant se traduire notamment par un recrutement suffisant d'administrateurs francophones, qui doivent, en outre, pouvoir utiliser la langue française comme langue de travail ».

Vous le voyez, certes, mais combien d'actes au vu de la révolution actuelle ? La langue française est-elle si importante ? Comme nous abandonnons dans ce sens devant un membre de l'une des nombreuses délégations françaises qui se succèdent à Genève, il nous demande : « Vous allez, un jour, tous les documents sont traduits en français ? » Il ne lui venait pas à l'idée que les originaux ne soient pas rédigés en anglais.

La langue française est-elle si importante ? Comme nous abandonnons dans ce sens devant un membre de l'une des nombreuses délégations françaises qui se succèdent à Genève, il nous demande : « Vous allez, un jour, tous les documents sont traduits en français ? » Il ne lui venait pas à l'idée que les originaux ne soient pas rédigés en anglais.

ISABELLE VICHNIAC

« Wishful thinking » : pseudo des désirs pour des réalités, en français.

Page 6

L'APPEL DU PRÉSIDENT

« Nous sommes la génération »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »

« Les importations »

« Une agence »

« Le dollar flexible »